

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**p 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1531 - 14 novembre 1997 - prix : 9 F

**1914 - 1918**

**SE SOUVENIR, OUI,  
MAIS DES CRIMES  
DU CAPITALISME**

**En encart**

**dans ce numéro le texte du meeting  
d'Arlette LAGUILLER**

**— 80<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution russe —**

**ACTUALITÉ du COMMUNISME  
face à la  
MONDIALISATION CAPITALISTE**

M 6189 - 1531 - 9,00 F



ARC

AFP

# SOMMAIRE

## Transports routiers

4 - La fin de la grève des chauffeurs routiers

## Manifestation

5 - « Un jour pour l'Algérie ». Mais quelle ingénierce ?

## Dans le monde

6 - La crise USA-Irak

7 - Inondations en Espagne  
- Manifestation contre l'austérité en République tchèque

## L'actualité du communisme face à la mondialisation capitaliste

Cahier central : intervention d'Arlette Laguiller à la Mutualité à Paris le 7 novembre

## Tribune

8 - Les routiers à la drôle d'école Jospin-Gayssot

## Politique

8 - Quand le PC fait semblant de s'opposer au gouvernement  
- À propos de la régularisation des sans-papiers  
- Lettre de lecteur

## Leur société

9 - Maryflo (Morbihan) : retour sur une grève pour la dignité  
- Les SDF dans la Société Du Fric

## Dans les entreprises

10 - Ditechna à Dunkerque  
- ELM Leblanc (Service Après Vente)  
- À propos des allègements de charges patronales, Aubry ne croit pas à leur efficacité mais continue à payer  
11 - Rhône-Poulenc : les travailleurs n'ont pas fait le déplacement au siège pour rien  
- Échos des entreprises

## Livre noir et falsifications

12 - À propos de ceux qui n'ent finissent pas d'enterrer le communisme  
- L'Humanité et la révolution d'Octobre

LP Gustave Eiffel  
de Massy (Essonne)

# APRÈS 3 JOURS DE GRÈVE, LE RECTORAT RECULE DEVANT LES JEUNES

Depuis la rentrée de septembre, il manquait deux professeurs au lycée professionnel : un en Lettres-Histoire et un en Moulage (Haute-couture), matière principale de la section Artisanat-Métier d'Art (AMA). Des délégations de professeurs ou d'élèves avaient été reçues tant au rectorat de Versailles qu'au ministère de l'Éducation nationale. Elles s'étaient entendues à répondre : « Nos services n'étaient pas au courant de votre problème » (!) ou « Nous n'avons ni les crédits ni l'autorisation pour embaucher de nouveaux remplaçants ».

Le 4 novembre, comme aucun nouveau professeur n'était arrivé, les élèves de Bac AMA, premiers concernés, commençaient à faire débrayer leurs camarades. À 14 heures, plus aucun cours n'était assuré et 300 élèves réunis en assemblée générale votaient la grève jusqu'à une manifestation décidée pour jeudi au rectorat.

Le fait que le rectorat, appelé par téléphone, ait raccroché au nez des élèves, y était pour quelque chose.

Mercredi matin, une nouvelle AG, plus nombreuse et plus déterminée, confirmait les décisions de la veille et élargissait un comité de grève élargi à d'autres classes que les AMA. Différentes commissions se mettaient en place pour préparer la manifestation : confection de banderoles et de pancartes (où Allègre prenait pour son grade), contact avec la presse et la TV locale.

Jeudi matin, 200 élèves et une dizaine de professeurs prenaient la direction du rectorat. Les contrôleurs ont rapidement renoncé à vérifier si chacun avait son billet... Ensuite, de la gare aux grilles du rectorat, le cortège n'est pas passé inaperçu dans les rues de Versailles. Le rectorat acceptait de recevoir une délégation sans rendez-vous.

La représentante du rectorat a eu beau expliquer aux trois membres du comité de grève et aux deux professeurs présents qu'elle avait d'autres rendez-vous, les jeunes ont dit qu'ils ne bougeraient pas avant d'avoir une réponse. La numéro 2 du service

recrutement (DPE), descendue en renfort, n'a pas été d'un grand secours pour sa collègue : sous le feu des interpellations, elle est passée par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel!

Ce n'est pas un quart d'heure comme prévu, mais bien une heure et demie qu'elles ont dû consacrer aux jeunes ! Ceux-ci ont refusé de retourner devant leurs camarades qui manifestaient à l'extérieur, sans un engagement écrit. En désespoir de cause, elles durent signer une lettre certifiant que, sur autorisation express du ministère, deux remplaçants pour Massy étaient « activement recherchés » depuis... deux jours !

Dans son compte-rendu rédigé l'après-midi même, le comité de grève montrait qu'il n'était pas dupe de ce soudain empressement : il compte téléphoner tous les jours au rectorat, appelle à une nouvelle AG lundi 10 et propose la reprise de la grève le jeudi 13 « si les deux professeurs ne sont pas nommés ».

Mais il faut croire que le rectorat n'a guère envie de recevoir une nouvelle visite des jeunes du LP. Vendredi, les entretiens d'embauche pour le poste de Moulage ont commencé. Et c'est dès le soir de la manifestation qu'une enseignante de Lettres s'est présentée au lycée. Depuis septembre, elle appelait le rectorat tous les jours pour avoir un travail. Elle a été rappelée en catastrophe pendant que la délégation était reçue.

Les élèves restent vigilants. Mais ils sont contents également d'avoir fait reculer le rectorat.

**Réunion publique LUTTE OUVRIÈRE**  
à Saint-Jean-de-Maurienne  
Samedi 15 novembre à 17h  
Salle Nicolas-Martin  
(rue Brun-Rollet)  
Rencontre avec nos militants le même jour sur le marché de 10h à 12h



# MEETINGS avec ARLETTE LAGUILLER

- **MAUBEUGE** avec Nicole BAUDRIN  
Vendredi 14 novembre à 20h, Salle Sthrau, Rue G. Paillot (près de la poste)
- **CHOLET** avec Marie-Louise DUPAS  
Jeudi 20 novembre à 20h30, Salle des fêtes, Place du général de Gaulle
- **MONTAUBAN** avec Jean-Claude ESPINOSA  
Vendredi 21 novembre à 20h30, Grande Salle de la Maison du Peuple
- **LORIENT** avec Cyril LE BAIL  
Jeudi 27 novembre à 20h30, Espace Cosmao Dumanoir
- **VESOUL** avec Noël HENNEQUIN  
Lundi 1<sup>er</sup> décembre à 20h30, Salle A. Parisot, Place P. Renet
- **TROYES** avec Pierre BISSEY  
Mardi 2 décembre à 20h, Bourse du travail, Place Jean-Jaurès
- **LE CREUSOT** avec Pascal DUFRAIGNE  
Jeudi 11 décembre à 20h30, Salle Clémenceau

**Élection partielle de la 4<sup>e</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle**  
**Réunion publique de Lutte Ouvrière avec Arlette LAGUILLER, Christiane NIMSGERN et Geneviève HEILETTE, candidate de Lutte Ouvrière**  
**Samedi 29 novembre à 17 heures**  
Salon des Halles - Place Léopold - Lunéville

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceraient elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :  
**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	390 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL et VILLE : .....  
COMPLÈMENT D'ADRESSE : .....  
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de : .....  
Règlement :  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

**L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER**

# **SE SOUVENIR, OUI, MAIS DES CRIMES DU CAPITALISME**

■ Neuf millions de morts, voilà le bilan de la Première Guerre mondiale commémorée le 11 novembre. Sans parler des blessés, des gazés, des destructions.

Les dirigeants disaient à l'époque aux ouvriers, aux paysans, aux gens du peuple envoyés dans le sang et la boue des tranchées, à Verdun ou ailleurs, qu'ils allaient défendre la patrie. En réalité, ils allaient mourir pour les grands groupes capitalistes, les uns pour ceux de France ou d'Angleterre, les autres pour ceux d'Allemagne qui se disputaient leurs zones d'influence respectives et le droit de piller les peuples des colonies.

Cette guerre devait être la « der des der », la dernière des dernières.

Elle aurait pu l'être, en effet. Car la guerre n'était pas encore finie que le pouvoir de la bourgeoisie, responsable de la guerre, le pouvoir des maréchaux genre Pétain et des généraux, étaient contestés par des mutineries, par des grèves, par des insurrections. En Russie, la révolte s'est transformée en révolution. Un peu partout dans cet immense pays les ouvriers, les soldats, les paysans, élirent dans les usines, dans les casernes, dans les villages, des conseils – soviets en russe – qui les représentaient vraiment. Et le 7 novembre 1917, une insurrection écarta le gouvernement bourgeois en place, pour donner le pouvoir aux soviets.

Le nouveau pouvoir procla-

ma sa volonté d'arrêter immédiatement la guerre et se mit à transformer la société en expropriant les grands propriétaires terriens et les capitalistes. Et il fit appel aux travailleurs des deux camps belligérants, sous uniforme ou non, pour qu'ils fraternisent et joignent leurs efforts pour mettre fin à la domination capitaliste.

Cela n'était pas un vœu pieux. Dans les mois qui suivirent, la moitié de l'Europe s'embrasait. La Finlande, la Hongrie et surtout, l'Allemagne où les masses insurgées obligèrent l'empereur à abdiquer. Cette fois, ce n'était pas un pays arriéré, mais le pays le plus développé d'Europe qui se couvrait de conseils ouvriers.

Le renversement du capitalisme n'avait jamais paru aussi proche. La possibilité qu'une partie de l'Europe soit gouvernée par les travailleurs était ouverte.

C'est tout l'avenir proche de l'humanité qui se jouait en Allemagne qui, avec son industrie puissante, son prolétariat nombreux, organisé, cultivé aurait pu apporter tout ce qui manquait à la révolution dans ce pays pauvre qu'était la Russie. Mais la classe ouvrière allemande a été vaincue. Et vaincue surtout parce que la bourgeoisie allemande a trouvé, dans la direction même du mouvement ouvrier, dans la social-démocratie, un allié décisif et d'autant plus efficace contre les travailleurs, qu'elle avait leur confiance.

Le capitalisme a survécu. Les bourgeoisies anglaise et française ont consacré leur victoire sur leur rivale allemande par le traité de Versailles qui morcela l'Europe, établit des dictatures un peu partout en Europe de l'Est, puis le fascisme en Italie et consolida l'oppression dans les colonies d'Afrique ou d'Asie.

Et onze ans après la Première Guerre mondiale, ce fut le krach à la Bourse de New York, suivi de l'effondrement de l'économie américaine ; les usines fermées les unes après les autres ; les millions d'ouvriers jetés à la rue ; la paysannerie ruinée ; la soupe populaire.

Puis, la crise s'est étendue partout dans le monde capitaliste, dont l'Europe. L'économie allemande s'est effondrée à son tour. Des millions de travailleurs se sont retrouvés brutalement au chômage, en même temps que des centaines de milliers de boutiquiers, d'artisans étaient ruinés. Les bases objectives du nazisme étaient là.

Lorsqu'en 1933, la bourgeoisie allemande confia le pouvoir à Hitler, c'était pour briser la classe ouvrière, mais aussi pour pouvoir la mobiliser dans une nouvelle guerre pour repartager le monde qui, cette fois, allait faire cent millions de morts.

Alors, si les travailleurs ont à se souvenir de quelque chose en ce 11 novembre, c'est des crimes du capitalisme et de la nécessité d'y mettre fin.

## LA FIN DE LA GRÈVE DES CHAUFFEURS ROUTIERS

La signature du protocole d'accord entre la CFDT et la CGC d'une part et les fédérations patronales UFT et Unotra d'autre part, a mis fin au conflit. Malgré des tiraillements et beaucoup d'amertume dans certains endroits, les routiers ont finalement levé les barrages. Ce qui ne signifie pas que les revendications ont été satisfaites et que la colère des routiers est éteinte.

### DES REVENDICATIONS INSATISFAITES...

Les chauffeurs routiers voulaient un salaire net mensuel de 10 000 F, primes non comprises, pour 200 heures de travail, tout de suite. Ils n'ont obtenu, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 1997, qu'une augmentation de 6% pour les chauffeurs marchandises longue distance, de 5% pour les bas salaires, de 3% pour les autres. L'augmentation est de 4% pour les sédentaires, les routiers voyageurs, les ambulanciers, et cela à partir du 1<sup>er</sup> novembre.

### LA JUSTICE? UNE VOIE À SENS UNIQUE

Un chauffeur routier du Loiret a porté plainte devant les Prud'hommes pour non-paiement d'heures supplémentaires. L'infraction portait sur plus d'un an et plus de 800 heures. Il a fourni au tribunal les disques « contrôlographes ».

Le patron a accusé le chauffeur de les avoir subtilisés, ces disques étant la propriété exclusive de l'employeur. Le tribunal a alors refusé de les prendre en compte.

Le patron a déclaré ne pas pouvoir fournir l'ensemble des disques du chauffeur, d'une part parce qu'il ne les conserve pas au-delà d'un an, d'autre part parce qu'une partie des disques de l'année en cours lui avaient été « subtilisés » par le chauffeur!

Conclusion : le tribunal n'a pas reconnu le bien-fondé de la plainte du routier...

Quant aux 10 000 F mensuels, l'accord n'en parle qu'en termes de salaire brut, pour les seuls routiers marchandises les plus qualifiés (soit 10 000 à 15 000 chauffeurs) et pour le 1<sup>er</sup> juillet de... l'an 2000! N'est-ce pas se moquer des 240 000 routiers? Par ailleurs, toujours pour les salariés les plus qualifiés mais sédentaires, le salaire serait revalorisé – chichement – pour atteindre, toujours en l'an 2000, la somme mirobolante de 8 135 F brut par mois pour 39 heures hebdomadaires contre actuellement 7 020 F. Par ailleurs, le texte annonce la création « d'un salaire mensuel professionnel garanti », un SMPG, n'incluant pas les primes et devant permettre aux chauffeurs de vérifier les heures qui leur sont payées.

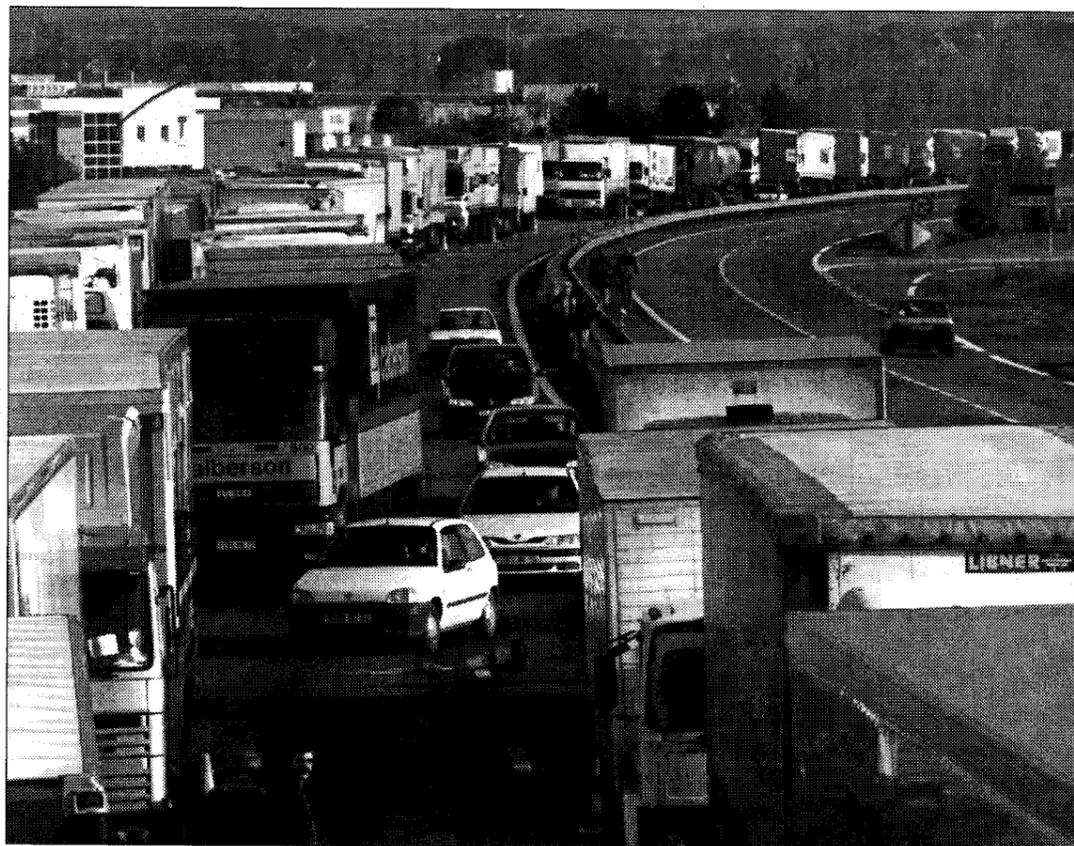
Autant dire que tout cela reste dérisoire par rapport à ce que les routiers réclamaient simplement pour pouvoir vivre un peu plus correctement.

### ... MAIS DES SYNDICATS GLOBALEMENT SATISFAITS

Certes, la mobilisation des routiers n'était visiblement pas la même que celle de l'an dernier. Il n'y avait ni le même nombre de barrages ni le même nombre de camions mobilisés. Au plus fort du mouvement de 1996, il y avait 250 barrages, nombre qui n'a jamais été atteint cette fois-ci. A Caen, par exemple, cette année, 350 camions bloquaient les routes contre 1 580 l'an passé.

Mais les dirigeants de la CFDT, le syndicat majoritaire dans la corporation, étaient tout de même très pressés de signer l'accord au point de le présenter comme « extrêmement positif ».

Mis à part FO, qui a tenu un langage d'autant plus radical qu'elle est trop minoritaire parmi les routiers pour peser vraiment, la CGT n'a pas signé l'accord en question, mais elle s'en est quand même félicitée à sa façon. Le secrétaire général de la fédération des Transports, Alain Renault, déclarait que, « si les revendications salariales n'ont pas toutes été satisfaites, la grève a permis d'engranger des avancées, notamment les engagements gouvernementaux sur un meilleur contrôle de la



profession et l'obtention d'un salaire minimum de la branche ».

### L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

L'intervention du gouvernement, celle de Jean-Claude Gayssot, le ministre des Transports PCF, et de Jospin, dans ce conflit a été telle que même Chirac a reconnu leurs talents de négociateurs, de médiateurs. Les commentateurs ont salué l'intelligence politique, la finesse de Jospin, l'habileté tactique de Gayssot permettant au conflit de ne durer que six jours. Des éloges qui confortent l'image que le gouvernement veut se donner, celui d'un arbitre, d'un « monsieur bons offices » au-dessus des partis et des conflits. Sauf que, dès les premiers moments du conflit,

Jospin est intervenu en faveur... des patrons routiers afin de les voir autour du tapis vert. C'est ainsi que le gouvernement a donné un premier signe fort adressé non aux travailleurs en lutte mais aux patrons, en décidant l'allègement de 800 F par camion de la taxe professionnelle payée par les entreprises. Joli cadeau, fait d'ailleurs aux frais des municipalités qui recueillent l'essentiel du montant de cette taxe. Ce qui signifie – soit dit en passant – un manque à gagner qui, au bout du compte, devra être épongé par les habitants des communes en question.

En fin de conflit encore, le gouvernement a apporté la garantie de l'État aux accords, à leur application, à leur respect. Jospin, Gayssot et compagnie déclarent que ce qui s'est produit l'an dernier, avec la prime de 3 000 F (obtenue sur le papier

mais presque jamais dans les faits) ne se reproduira pas. Mais comment les croire, quand on voit chaque jour leur pusillanimité devant les patrons, petits et grands, auxquels ils sont impuissants à imposer quoi que ce soit, en matière d'emploi, de salaires, d'horaires de travail. Et puis surtout, le contenu même des accords (dont certains volets restent encore à préciser) est si peu consistant que « la garantie de l'État » ne signifie pas grand-chose.

Reste qu'à travers ce conflit, on a pu constater que les travailleurs ne peuvent guère espérer que les dirigeants syndicaux aillent jusqu'au bout des possibilités qu'offre la lutte. Or l'attitude du patronat, celui des transports comme celui des autres secteurs, impose une tout autre détermination.

Aline RETESSE

### UNE CONTRÔLEUSE DU TRAVAIL TÉMOIGNE

Contrôleuse du travail, chargée des transports dans le Loiret, elle est seule (avec une fois par semaine un inspecteur venu de Tours) pour imposer le respect de la législation aux 362 entreprises de transport du département, entreprises qui piétinent allègrement la loi pour... 98% d'entre elles. Voici ce qu'elle rapportait à l'occasion du récent conflit :

« Avant octobre 1995, date de l'entrée en vigueur du « contrat de progrès », aucune entreprise n'était équipée d'un analyseur de disques (disques enregistrant le nombre de kilomètres parcourus et d'heures de conduite effectuées). Les patrons payaient « à la louche », selon ce qu'ils déterminaient, forfaitairement. Le patron mettait sur le bulletin de paie 169 heures, 182 heures, 190 heures ou 195 heures et puis, pour cela, il payait 9 000, 8 500 ou 7 500 francs, cela dépendait. Quand il y avait un forfait déclaré de 195

heures, il y avait une partie d'heures supplémentaires puisque la durée légale est de 169 heures. Mais en fait les chauffeurs faisaient bien plus de 195 heures. Dans ce cas, ils étaient payés en primes ou en frais de déplacement, l'astuce étant que ces derniers ne sont pas soumis aux cotisations sociales. (...)

Aujourd'hui, comme en 1996, ce qui a provoqué la colère et le conflit, c'est que les chauffeurs connaissent de mieux en mieux leur durée de travail mais qu'on ne leur a pas payé pour autant leurs heures supplémentaires. Et surtout, il n'y a eu aucune augmentation de salaire malgré un meilleur décompte des temps.

Dans des entreprises au forfait de 195 heures, le contrôle des disques a révélé que le salaire horaire était inférieur au Smic. Dans certaines entreprises qui payaient un brut de 7 500 F, j'ai constaté pour certains chauffeurs,

sur un mois donné, un manque à gagner de 3 700 F! On peut descendre à un taux horaire de 30 francs, voire 25 francs de l'heure en divisant la paie par le nombre d'heures réellement travaillées. (...) Certains employeurs disent aux chauffeurs : « Je ne peux pas déclarer toutes vos heures. Si j'en déclare trop, je vais me faire contrôler. Je vous interdis de vous mettre « en travail » ou « en attente » lorsque vous êtes en attente dans les entrepôts. Mettez-vous en repos, débrouillez-vous, je ne veux pas qu'il apparaisse plus de 200 ou 220 heures sur les disques »...

On estime à 10 ou 15% maximum le nombre d'entreprises qui, dans le Loiret, ont payé la prime de 3 000 F promise à l'issue du conflit de 1996.

Voilà pour les infractions à la réglementation, sans parler des conséquences et des nombreux accidents, parfois mortels. »

# « Un jour pour l'Algérie » MAIS QUELLE INGÉRENCE ?

Quinze à vingt mille personnes ont manifesté à Paris. Rassemblements et défilés, que les organisateurs avaient dénommé « Un jour pour l'Algérie », ont reçu un soutien, tant de la part du gouvernement que de l'ensemble des médias, télévision en tête, à tel point qu'on aurait pu croire qu'il s'agissait d'une manifestation officielle. Et pourtant, ce n'est certainement pas le sort du peuple algérien qui motivait l'intérêt tant des politiciens au pouvoir que de ceux qui l'avaient été hier.

La sincérité des artistes qui ont marqué de leur présence cette initiative n'est pas en cause. Qui ne serait choqué par les massacres qui ne cessent d'endeuiller l'Algérie ? Qui ne serait pas sensible à ce que dit, par exemple Isabelle Adjani : « A l'heure (...) où le peuple algérien ne sait plus à qui faire confiance, ne sait plus où trouver refuge, c'est à nous d'être là » ? La plupart de ces artistes reconnaissent eux-mêmes leur incompréhension des enjeux politiques qui se cachent derrière ce drame et réagissent comme d'autres, anonymes, pour protester contre la terreur organisée à la fois par les islamistes et le gouvernement algérien.

## LES RESPONSABILITÉS DE LA FRANCE

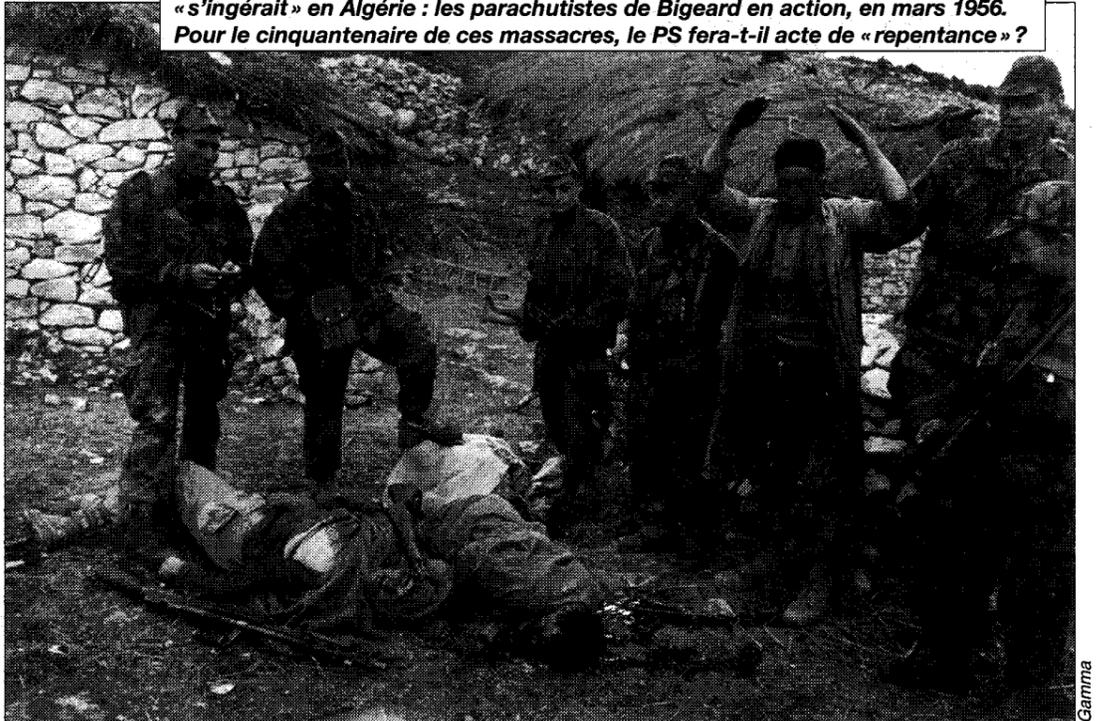
Mais le gouvernement français s'est servi, sans pudeur, de cette manifestation pour apparaître comme défenseur des droits démocratiques du peuple algérien. Parmi les organisateurs, sans qu'on sache s'ils se faisaient les traducteurs de la pensée du gouvernement ou s'ils n'exprimaient que leur position, certains ont réclamé le « droit d'ingérence », demandant la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale afin de faire la lumière sur ce qui se passe en

Algérie. Le gouvernement, lui, plus modestement s'est contenté de déclarer que la communauté internationale a « besoin de savoir ce qui se passe en Algérie ». Pourtant les gouvernements français ne se sont pas privés de « s'ingérer » dans les affaires algériennes, mais à leur façon, qui n'a rien à voir avec les intérêts de la population du pays. Avant comme après l'indépendance, afin de veiller aux intérêts des capitalistes français.

Certes l'Algérie vit sous une dictature militaire qui a montré qu'elle était capable de faire tirer sur la population quand celle-ci descendait dans la rue. Au nom de la lutte contre les islamistes, la dictature gouvernementale exerce une répression féroce. Quant aux islamistes leurs massacres et la terreur qu'ils développent contre la population préfigurent le régime qu'ils instaureraient s'ils parvenaient au pouvoir. La lutte entre les militaires et les islamistes n'a d'autre enjeu que de déterminer qui imposera sa dictature aux ouvriers et paysans algériens.

Les porte-parole du Parti Socialiste parlent – parlent seulement – en donneurs de leçon, sur la nécessité d'agir pour défendre la démocratie et « pour connaître la vérité » en occultant leurs responsabilités passées, dont les conséquences pèsent encore aujourd'hui sur la situation que subit le peuple algérien, mais aussi leurs responsabilités actuelles. Eux, ce ne sont pas des dizaines de milliers de victimes qu'ils ont à leur palmarès, c'est un million d'hommes, de femmes et d'enfants massacrés parce qu'ils réclamaient le droit d'être des citoyens à part entière dans leur pays. Depuis les massacres de Sétif en 1945, jusqu'au déclenchement de la guerre d'Algérie en 1954, et l'envoi de centaines de milliers de jeunes du contingent, ce fut le Parti Socialiste, avec ou sans la participation du PCF, qui commanda les pires atrocités dans cette guerre coloniale. Il a couvert la torture comme les massacres systématiques, Mitterrand a donné son aval à l'exécution d'un militant communiste qui avait commis le crime de se solidariser avec le FLN. Et ils ont fait leur sale boulot, jusqu'au bout, sans états d'âme.

Lorsque l'impérialisme français, sous le gouvernement socialiste de Guy Mollet, « s'ingérait » en Algérie : les parachutistes de Bigeard en action, en mars 1956. Pour le cinquantième de ces massacres, le PS fera-t-il acte de « repentance » ?



## UNE « INGÉRENCE » INTÉRESSÉE

En réalité ces appels à la « démocratie », à l'« ingérence », et même ces clins d'œil aux opposants de la mouvance dite démocratique au régime, qu'a l'air d'amorcer le gouvernement français, sont intéressés. Ce que reprochent les porte-parole socialistes au gouvernement algérien, ce ne sont pas ses choix politiques mais le choix de ses partenaires économiques qui risquent de compromettre l'ancienne hégémonie des grands trusts français. C'est ce qu'a écrit dans une tribune parue dans *Le Monde*, Alain Joxe, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales : « L'Algérie est riche

de ses royalties, conséquence des nouvelles découvertes et des investissements anglo-saxons dans le Sahara. C'est ce pactole qui engendre les chocs entre clans militaires ». Et d'ajouter « que la société algérienne se décompose, en même temps que ce qui reste de l'État, ne gêne pas les États-Unis, pourvu que les gisements, les pipe-lines, les ports méthaniers ou pétroliers, les zones agraires modernisables, soient bien sous contrôle d'un système répressif efficace et d'une oligarchie rentière désormais attachée à la propriété privée et au libre marché ». C'est incontestable. Mais en quoi la politique des gouvernements français de droite comme de gauche a-t-elle eu des objectifs différents ? Le gouvernement français n'est pas à la recherche de la démocratie en Algérie, il est à la recherche d'hommes politiques qui se

montreraient plus soucieux de réserver le pillage de l'Algérie aux multinationales françaises. Et ceux-là quel qu'ils soient recevraient évidemment le label « démocratique » made in France.

Il y a une autre raison d'être révolté par cette opération. Car ce sont ces prétendus champions de la démocratie qui refusent à l'immense majorité des victimes bien réelles de la répression en Algérie, le droit d'asile en France.

La solidarité consciente avec le sort tragique du peuple algérien implique de condamner ceux qui sont ici même les responsables de la misère imposée à la grande majorité de la population là-bas, c'est-à-dire les trusts de l'impérialisme français et les gouvernements à leur solde.

Paul SOREL

## Les brochures du Cercle Léon Trotsky

### Dernières brochures parues :

- Où en est la cause des femmes ? (N° 66 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 10 novembre 1995)
- Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite (N° 67 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 février 1996)
- Espagne 1931-1937 : la politique de Front populaire contre la révolution ouvrière (N° 68 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 mai 1996)
- Du Front unique aux différentes moutures de l'Union de la Gauche, les relations du PCF et des socialistes (N° 69 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 mars 1996)

- Les Kurdes, victimes de la politique impérialiste... et de celle de leurs propres dirigeants. (N° 70 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 1996)
- Le communisme, l'écologie et les écologistes (N° 71 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 13 décembre 1996)
- La mondialisation de l'économie (N° 72 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 14 mars 1997)
- La protection sociale : des assurances contre la révolte ouvrière (N° 73 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 1997)

Prix : 10F - Envoi contre 12F en timbres par brochure demandée.

La crise  
USA-Irak

# DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DE L'IMPÉRIALISME AUX INTÉRÊTS PARTICULIERS DES IMPÉRIALISMES RIVAUX

Le cahier central ci-contre est constitué par le discours d'Arlette Laguiller à la Mutualité le 7 novembre,

« L'ACTUALITÉ DU COMMUNISME FACE À LA MONDIALISATION CAPITALISTE ».

Ce huit-pages du journal, une fois plié et ensuite découpé selon les pointillés, fera une brochure de trente-deux pages.

La décision de Saddam Hussein de refouler les inspecteurs américains de l'UNSCOM, la commission mise en place par l'ONU pour contrôler et limiter l'armement de l'Irak, a enclenché une nouvelle escalade d'imprécations, pour l'instant surtout diplomatiques, entre Washington et Bagdad.

De la part de Saddam Hussein, il s'agit là d'une occasion pour réclamer une nouvelle fois la levée de l'embargo pétrolier imposé à l'Irak par l'impérialisme américain, sous couvert de l'ONU. Depuis la guerre du Golfe, c'est-à-dire depuis près de sept ans, l'Irak se trouve en effet asphyxié, privé de sa principale source de devises, sous prétexte de « punir » le régime de Saddam Hussein.

Certes, depuis un an, l'ONU a relâché sa prise en autorisant l'exportation contrôlée de quatre milliards de dollars de pétrole pour permettre à l'Irak d'importer vivres et médicaments, à l'exclusion de toute autre marchandise. Mais outre que le pays reste toujours privé de plus des trois quarts de ses res-

sources potentielles, il semble que le programme d'importations ait subi des retards considérables dus à la mauvaise volonté des fonctionnaires de l'ONU chargés de son application.

Quoi qu'en dise Clinton, ce n'est pas Saddam Hussein mais la population irakienne qui est la première victime de cet embargo. On a pu juger de ses conséquences dramatiques à l'occasion de reportages télévisés, en particulier pour les enfants sous-alimentés, victimes d'épidémies et de maladies chroniques que des médicaments courants suffiraient à éviter.

Mais qu'importe aux dirigeants impérialistes, américains ou autres, car malgré quelques nuances, l'attitude des dirigeants des impérialismes mineurs, comme la France ou la Grande-Bretagne, est fondamentalement la même.

Ce n'est pas le sort du peuple irakien qui les émeut. Ce n'est pas non plus l'insubordination de telle résolution de l'ONU, ou d'un « droit international » qui les gêne. La Turquie, cet allié loyal et éprouvé des États-Unis, occu-

pe depuis des mois une partie du Kurdistan irakien sans que cela fasse ciller Clinton et ses acolytes. Ce qui compte pour eux, c'est d'obtenir la soumission inconditionnelle de Saddam Hussein à leurs décisions, c'est-à-dire à l'ordre impérialiste. Et cela compte d'autant plus que cette région, où sont situées une bonne partie des ressources pétrolières du globe, est marquée depuis des décennies par une instabilité politique chronique.

Les dirigeants américains en sont donc une fois de plus à menacer l'Irak de l'écrasante machine de guerre dont ils continuent à quadriller la région. Clinton a fait survoler le territoire irakien par des avions-espions U2. L'ONU a été sommée de prendre position et de se solidariser avec Washington, au nom de l'application des résolutions prises au lendemain de la guerre du Golfe.

Mais même si les brigands impérialistes sont bien d'accord sur le fond, ils ont des intérêts quelque peu divergents. Et c'est ce qui explique les difficultés de Clinton à obtenir une prise de position immédiate et claire du Conseil

de Sécurité lors de sa session sur la question, le 10 novembre.

Cela fait longtemps que les commentateurs soulignent l'intérêt matériel des États-Unis à faire durer l'embargo pétrolier contre l'Irak. En effet le principal allié des États-Unis dans la région, l'Arabie Saoudite, est encore loin d'avoir payé aux USA sa part des dépenses de la guerre du Golfe. Or plus l'Arabie Saoudite pourra exporter de pétrole au meilleur prix, malgré la stagnation de la demande sur le marché mondial, et plus vite son énorme dette sera réglée - pour le plus grand profit de l'État américain bien sûr, mais aussi des trusts pétroliers américains qui empochent l'essentiel des commissions sur ces ventes. Et pour cela, mieux vaut garder à l'écart le concurrent potentiel que serait l'Irak. Il a d'ailleurs suffi qu'éclate l'incident récent de Bagdad pour que les cours mondiaux du pétrole se mettent à remonter après une longue période de stagnation à la baisse.

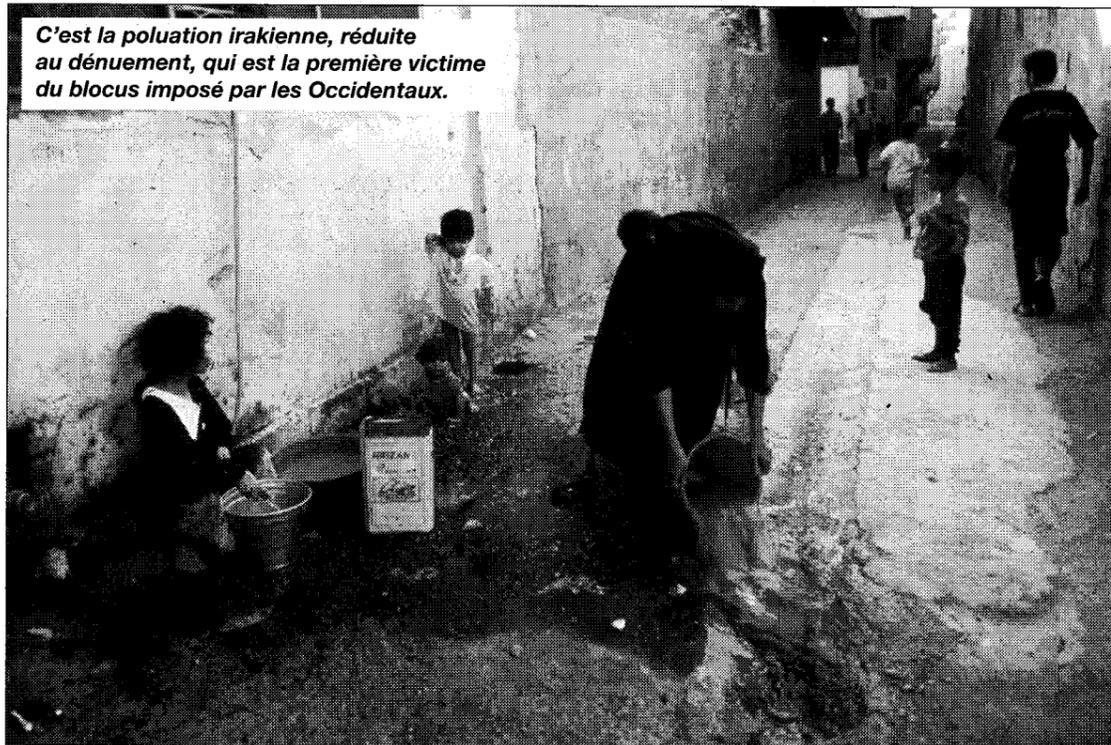
En revanche, les partenaires impérialistes des USA au sein de l'ONU guignent depuis longtemps le moment où sera levé l'embargo sur l'Irak. A commencer par l'im-

périalisme français qui, avant la guerre du Golfe, entretenait des relations privilégiées avec l'Irak, et envers qui le régime irakien a encore des dettes. Les compagnies françaises n'ont pas attendu longtemps, après la fin de la guerre, pour tout mettre en œuvre afin de regagner leurs positions. Un certain nombre de contrats ont d'ores et déjà été signés en prévision de la levée de l'embargo. Et les entreprises françaises ne sont d'ailleurs pas seules sur les rangs : leurs rivales allemandes, anglaises et russes y sont aussi.

C'est dire que Clinton ne peut sans doute pas espérer réaliser facilement aujourd'hui l'unanimité que les États-Unis avaient obtenue face à l'invasion du Koweït en 1990. Mais ce n'est sans doute pas non plus ce qu'il recherche. Tout au plus souhaite-t-il gagner du temps, et profiter de cette crise pour prolonger d'autant l'embargo contre l'Irak, qui a l'avantage de profiter directement à l'impérialisme américain tout en limitant les velléités expansionnistes de ses rivaux européens. Et que leur importe si c'est une fois de plus la population pauvre d'Irak qui paie la note.

François ROULEAU

C'est la pollution irakienne, réduite au dénuement, qui est la première victime du blocus imposé par les Occidentaux.



Antonio Ribedra/Gamma

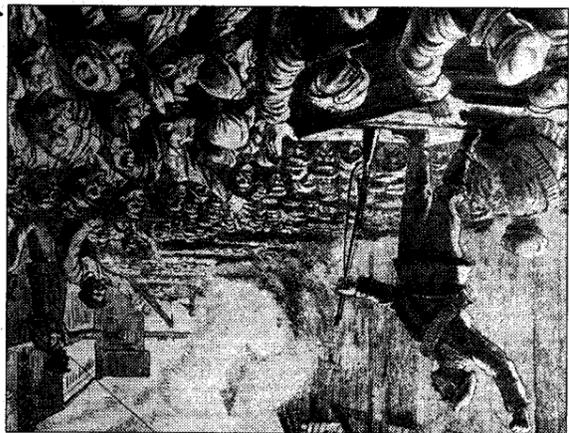
## Au sommaire de Lutte de Classe n° 30 (novembre 1997)

- **Afrique :** La victoire de Sassou-Nguesso et d'Elf-Aquitaine au Congo-Brazzaville et les avatars de l'influence de l'impérialisme français en Afrique.
- **Italie :** Les volte-face du Parti de la Refondation Communiste.
- **Irlande du Nord :** Le second acte du « processus de paix ».
- **Espagne :** Les divisions de la « Gauche Unie », des querelles qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs.
- **Haïti :** Une minorité de parasites dans un océan de misère.
- **Tribune de la minorité :** Face au gouvernement Jospin : pas critiques, opposants !

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

Il y a quatre-vingts ans, jour pour jour, le 7 novembre 1917, un bref communiqué adressé « Aux citoyens de Russie » annonçait :  
 « Le gouvernement provisoire est destitué. Le pouvoir de l'État est passé aux mains de l'organe du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, le Comité révolutionnaire militaire qui est à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd.  
 La cause pour laquelle le peuple a lutté : proposition immédiate de paix démocratique, abolition du droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des Soviets, cette cause est assurée.  
 Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans ! »  
 Le communiqué était signé du Comité révolutionnaire militaire auprès du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd. Il avait été rédigé par Lénine.

**Texte intégral du meeting d'Arlette Laguiller qui s'est tenu, à Paris, le vendredi 7 novembre, dans la grande salle de la Mutualité, pour le 80<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution russe.**



# L'actualité du communisme face à la mondialisation capitaliste

Oui, il faut de nouveaux partis socialistes et communistes révolutionnaires. Oui, il faut comprendre pourquoi c'est seulement dans un pays où existait un parti comme le Parti Bolchévik que le prolétariat a pu prendre le pouvoir. Oh, un parti de même nature que le Parti Bolchévik en Russie ne serait pas une copie conforme de celui-ci. Le prolétariat en France n'a pas les mêmes traditions, les bonnes comme les mauvaises, et il est plus cultivé que le prolétariat russe. Mais il faut un parti qui ait la même fidélité aux idées et au programme de transformation sociale que le Parti Bolchévik, le même dévouement à la classe ouvrière et aussi la même cohésion.  
 Le premier journal du courant bolchévik naissant avait pour titre *Iskra*, c'est-à-dire *L'Éclair*, et portait comme devise « *De l'étincelle jaillira la flamme* ». Cela semblait à l'époque, c'est-à-dire en 1902, bien présomptueux de la part d'un petit groupe de femmes et d'hommes face à ce monde dont qu'était l'État tsariste, et pourtant c'est cette devise qui annonçait l'aventure.  
 Alors, nous ne savons pas en quel point du globe et quelle fraction de la classe ouvrière retrouvera en premier le chemin de la conscience de son rôle historique irremplaçable. Nous ne pouvons pas prévoir dans quelle crise sociale, à travers quels combats politiques, elle renouera avec le combat engagé en 1917.  
 Mais nous savons que l'aventure de la révolution sociale et, par conséquent, l'aventure de l'humanité est dans la direction indiquée le 7 novembre 1917, il y a quatre-vingts ans, par la révolution russe qui nous dit toujours : « *Oui, l'aventure de l'humanité n'est pas le capitalisme, mais le communisme !* »

Et, de ce point de vue, en complément de son rôle dans le maintien et la consolidation du capitalisme en Europe et dans le monde, la social-démocratie a créé les bases économiques et sociales qui ont fait dégénérer l'État russe et permis à Staline de surgir du fumier bureaucratique.

## L'isolement de la révolution et la dégénérescence de l'État ouvrier

C'est l'isolement de la révolution dans un pays arriéré qui n'a pas permis, malgré tous les sacrifices et les prouesses techniques, de sortir du sous-développement, terreau sur lequel a poussé une couche de privilégiés sécrétant une dictature qui avait le mérite, à leurs yeux, de défendre leurs privilèges contre les masses démunies.  
 Si Staline, pour reprendre encore une expression de Trotsky, a été un des plus grands criminels de l'histoire, c'est la social-démocratie qui est responsable de la situation qui a produit Staline.

Car, laissée seule après la défaite du prolétariat allemand, la révolution soviétique était condamnée. Ses dirigeants, Lénine et Trotsky, le savaient. Ils savaient que le socialisme ne pouvait être parachevé que sur la base d'un développement considérable des forces productives que seule peut assurer la division internationale du travail.

Leur espoir a été qu'en 1917-1919 le prolétariat n'avait perdu qu'une bataille et que d'autres suivraient ailleurs qu'en Russie, mais cette fois-ci avec des organisations capables de conduire le prolétariat à la victoire. C'est dans le but de créer, d'éduquer, de renforcer ces organisations que la direction du Parti Bolchévik a créé l'Internationale Communiste, qui se voulait le parti mondial de la révolution.

Mais, après la vague révolutionnaire de 1918-1919 et les défaites qui l'ont suivie, il n'y a pas eu de nouvelle montée révolutionnaire. Ou, pour être plus exact, lorsque la nouvelle montée survint, au milieu des années trente, en Espagne, en France, la bureaucratie soviétique et les Partis Communistes qu'elle avait sous sa tutelle sont devenus, à leur tour et aux côtés de la social-démocratie, des alliés de la bourgeoisie et s'opposèrent à l'essor révolutionnaire des masses.

Toujours est-il qu'en 1921, au sortir d'une guerre civile entrecoupée d'interventions étrangères qui avaient, pour le peuple russe, prolongé la guerre mondiale, la Russie était en ruine comme aucun autre pays au monde ne l'était.

La révolution prolétarienne avait supprimé, dès ses premiers jours, la grande propriété foncière et, par la même occasion, les prélèvements considérables de cette classe parasitaire sur l'économie. Elle avait exproprié la bourgeoisie et pris en main l'organisation de l'économie.

C'était un bouleversement considérable, jamais vu, des rapports sociaux et de l'organisation économique. Pour la première fois dans l'histoire, un État s'attelait à la tâche d'organiser la production en appliquant les principes socialistes.

Mais cela a dû être fait dans les conditions les plus difficiles. La Russie soviétique portait le lourd handicap de son arriération économique. Cela ne se manifestait pas seulement en ceci que le niveau de production était extrêmement bas et qu'on ne pouvait donc socialiser que la misère. L'arriération avait laissé à l'écart du développement capitaliste antérieur la majeure partie de l'économie. Même le simple recensement des possibilités productives et des besoins, qui est à la base du socialisme et qui peut être si aisé dans les pays développés avec leur système bancaire partout présent, avec leurs trusts centralisés, à condition que le prolétariat en prenne le contrôle et brise le secret commercial, ce recensement était d'une difficulté extraordinaire dans un pays dominé par la petite production isolée.

Cette petite production dispersée, reflet de l'arriération économique du pays, faisait échapper une partie importante de l'économie et des régions entières à toute possibilité de contrôle et d'organisation. C'est cela qui a obligé le gouvernement soviétique à composer, pour un temps et dans une certaine mesure, avec la production capitaliste et à laisser un certain champ au profit et à l'enrichissement privés.

Pendant plusieurs années, ce fut la compétition entre le secteur de l'économie étatisée par le prolétariat d'un côté et, de l'autre, le secteur privé, foyer de régénération permanente de la bourgeoisie. Ce ne fut pas seulement, cela ne pouvait pas être une paisible compétition entre des formes différentes d'organisation économique. Ce fut une véritable guerre sociale qui prolongeait la révolution de 1917, opposant un prolétariat, plus faible encore en nombre qu'avant la guerre civile et ses destructions, à une bourgeoisie dispersée mais sans cesse renaissante.

L'économie étatisée l'a néanmoins emporté dans cette guerre, mais pas de la meilleure façon : elle l'a fait par les méthodes bureaucratiques et dictatoriales de l'appareil d'État stalinien, au prix de drames qui auraient pu être évités.

La révolution n'a pas été vaincue de l'extérieur, par le retour de la bourgeoisie dans les fourgons d'une armée d'invasion. Elle n'a pas été vaincue non plus par un développement tel du secteur privé qu'il aurait permis à la



mais une idée d'ici car ses théoriciens étaient surtout français comme Fourier et sans oppression, puisse exister une idée aussi ancienne que le capitalisme lui-même. A l'origine, ce n'était pas une idée russe ou allemande, Qu'une société sans exploités et sans propriétés privées, sans propriété privée et sans oppression, puisse exister était une idée aussi ancienne que le capitalisme lui-même. A l'origine, ce n'était pas une idée russe ou allemande, mais une idée d'ici car ses théoriciens étaient surtout français comme Fourier

Revenons donc au 7 novembre 1917 où, pour la première fois depuis les trois mois, après la guerre franco-allemande de 1870, de la Commune de Paris, écrasée dans le sang, le prolétariat, cette classe de la société qui ne possède rien que sa force de travail pour vivre, s'est emparé du pouvoir d'Etat pour tenter de transformer la société.

En premier lieu, il est indispensable de revenir sur ce passé obscurci par les adversaires du communisme et dénaturé par ceux qui ont été, pendant des dizaines d'années, les admirateurs sans nuance de la politique de Staline et de ses successeurs. Soit dit en passant, ils sont nettement moins nombreux depuis l'écroulement de l'URSS et ils ont bien souvent rejoint le camp de l'anticommunisme.

Nous avons choisi de parler de l'actualité du communisme face au capitalisme.

Son « oubli » de la guerre mondiale dans laquelle était plongée la Russie en 1917 est révélateur.

Dans une interview avant-hier matin à la radio, le chef de file de cette équipe n'a pas seulement rendu Lénine responsable des crimes de Staline, mais a même sorti cette perle : « C'est la révolution de février qui a intro-

duit la violence en Russie ».

En admettant même que cela soit vrai, en face le capitalisme peut aligner le sinistre record de cent millions de morts directs ou indirects en seulement six ans de Deuxième Guerre mondiale. Et si l'on arrête là cette comptabilité, c'est en ignorant les répressions au Maroc avant et après la guerre, les victimes des contre-révolutions des années vingt de la montée du fascisme, les massacres et les guerres de la décolonisation aux Indes, en Indonésie, à Madagascar, en Algérie, en Indochine ou en Corée, en Palestine, celles de l'apartheid en Afrique du Sud et toutes les guerres et dictatures fomentées par l'impérialisme dans les continents africain et sud-américain. Sans parler des famines et de la malnutrition, car pour l'URSS, ces historiens à sens unique comptent tout cela et même la famine qui fit un million de morts, due à la guerre civile soutenue par l'intervention étrangère. L'idée ne leur est pas venue de compter les victimes de ces innombrables conflits locaux où, en réalité, c'était de grands trusts rivaux qui s'affrontaient avec la peau des peuples comme au Biafra ou au Moyen-Orient, ni les victimes de sanglants conflits ethniques qui, comme au Rwanda, couvrent des rivalités entre puissances impérialistes.

En admettant même que cela soit vrai, en face le capitalisme peut aligner le sinistre record de cent millions de morts directs ou indirects en seulement six ans de Deuxième Guerre mondiale. Et si l'on arrête là cette comptabilité, c'est en ignorant les répressions au Maroc avant et après la guerre, les victimes des contre-révolutions des années vingt de la montée du fascisme, les massacres et les guerres de la décolonisation aux Indes, en Indonésie, à Madagascar, en Algérie, en Indochine ou en Corée, en Palestine, celles de l'apartheid en Afrique du Sud et toutes les guerres et dictatures fomentées par l'impérialisme dans les continents africain et sud-américain. Sans parler des famines et de la malnutrition, car pour l'URSS, ces historiens à sens unique comptent tout cela et même la famine qui fit un million de morts, due à la guerre civile soutenue par l'intervention étrangère. L'idée ne leur est pas venue de compter les victimes de ces innombrables conflits locaux où, en réalité, c'était de grands trusts rivaux qui s'affrontaient avec la peau des peuples comme au Biafra ou au Moyen-Orient, ni les victimes de sanglants conflits ethniques qui, comme au Rwanda, couvrent des rivalités entre puissances impérialistes.

en France et en Grande-Bretagne allaient montrer par la suite que c'est tout le prolétariat européen qui se mobilisait.

C'est tout l'avenir proche de l'humanité qui se jouait en Allemagne qui, avec son industrie puissante, son prolétariat nombreux, organisé, cultivé et formé socialement et politiquement, aurait pu apporter tout ce qui manquait à la révolution russe. Mais la classe ouvrière allemande a été vaincue. Et vaincue surtout parce que la bourgeoisie allemande a trouvé, dans la direction même du mouvement ouvrier, dans la social-démocratie, un allié décisif et d'autant plus efficace contre les travailleurs qu'il avait leur confiance.

## Les trahisons de la social-démocratie

La responsabilité de la social-démocratie dans la défaite de la révolution ouvrière en Allemagne et, partant, dans le coup d'arrêt à toute la vague révolutionnaire, est déterminante. Ce n'est pas une responsabilité indirecte, par inexpérience, par absence de compétence, ou pour n'avoir pas été assez préparée pour des événements révolutionnaires. Non, les chefs de la social-démocratie allemande ont choisi, en toute conscience, le camp adverse en se mettant à la disposition de l'état-major militaire le plus puissant et le plus réactionnaire, peut-on dire, d'Europe.

Le dirigeant social-démocrate Noske avait même proclamé que, si pour vaincre les masses insurgées il y avait besoin d'un chien sanglant, il serait celui-là.

Il est impossible de deviner l'impulsion qu'un pouvoir prolétarien à l'échelle d'une grande partie de l'Europe, voire de sa totalité, aurait pu donner à l'économie et à la civilisation mondiales. On ne peut réécrire différemment l'histoire.

Cela au moins aurait certainement bouleversé les rapports entre les peuples au sein de l'Europe. Cela aurait constitué, surtout sur des bases étatisées, une autorité économique capable de contrebalancer les USA et, sans doute, d'opposer le prolétariat le plus puissant du monde, le sien, à la bourgeoisie américaine.

Mais ce que l'on sait, en revanche, c'est ce que la survie du système capitaliste a coûté à l'humanité, dès les années suivantes et jusqu'à nos jours.

Dans l'immédiat après-guerre, le traité de Versailles consacre la balkanisation de l'Europe, des peuples coupés en deux par des frontières artificielles dont nous avons vu récemment, en Bosnie-Herzégovine, les conséquences lointaines. L'établissement d'une série de dictatures, Horthy en Hongrie, Pilsudski en Pologne et d'autres en Roumanie, en Bulgarie, en

Le capitalisme est destiné à durer. S'affrontent que des nuances d'opinion qui, toutes, considèrent que le capitalisme est destiné à durer.

La mondialisation ou sur l'unification européenne sont de faux débats où ne s'affrontent que des nuances d'opinion qui, toutes, considèrent que le capitalisme est destiné à durer.

Il se déplace quatre-vingts fois plus d'argent à la recherche de profit à court terme dans la spéculation monétaire ou boursière qu'il ne s'en déplace pour payer des marchandises échangées. Eh bien, ces capitaux accumulés dans l'exploitation doivent être exploités et utilisés de façon rationnelle pour le besoin de l'humanité. C'est cela, la révolution à faire, et non pas rêver de discipliner ces capitaux, ni seulement de les taxer, en les laissant entre les mains de la classe capitaliste !

Mais le fait que la production soit mondialisée aujourd'hui à une tout autre échelle que dans le passé n'est pas un handicap pour la marche vers le communisme, elle en constitue au contraire la condition fondamentale. L'humanité a tout intérêt de gérer ses principales richesses naturelles, les richesses de son sous-sol, de ses mers, de façon collective à l'échelle internationale. Oui, notre époque exige la planification à l'échelle de la planète d'un certain nombre de ressources et d'un certain nombre de productions. Ce qui ne signifie pas que tout doit être centralisé, et bien des aspects de la vie économique, et à plus forte raison de la vie sociale et culturelle, peuvent être gérés localement.

Le prolétariat au pouvoir à l'échelle internationale tâtonnera sans doute dans bien des domaines pour organiser de façon harmonieuse la production. Mais ils coûteront infiniment moins cher à l'humanité que la perpétuation du capitalisme. Bien des expériences, bonnes ou mauvaises, des premières années de la révolution russe seront d'ailleurs précieuses.

Grâce au progrès scientifique et technique, la planète se rétrécit. Les bases objectives du communisme sont plus solides aujourd'hui que jamais dans le passé, et c'est toujours le prolétariat qui constitue la force sociale capable de conduire jusqu'au bout cette révolution sociale que les prole-

## Notre époque exige la planification à l'échelle de la planète

de classe qui les opposait au prolétariat.

Car si Staline a été un dictateur, sa dictature s'est établie et consolidée pour l'essentiel contre la classe ouvrière elle-même. Pour se poser en héritier de la révolution d'Octobre, Staline a physiquement liquidé la quasi-totalité de ceux qui ont fait la révolution. Pour pouvoir se poser en représentant du communisme, il a bâillonné la classe ouvrière, interdit ses organisations. C'étaient là d'utiles références pour la bourgeoisie mondiale.

La marche consciente vers le communisme n'a pas été arrêtée en ce mois de décembre 1991 où le dernier en date des chefs de la bureaucratie, Eltsine, a décrété la dissolution de l'Union soviétique et sa volonté d'œuvrer pour le retour du capitalisme. La révolution a été brisée, moins de dix ans après octobre 1917, lorsque la bureaucratie s'est définitivement substituée aux travailleurs révolutionnaires dans la direction de l'État soviétique.

de classe qui les opposait au prolétariat.

Car si Staline a été un dictateur, sa dictature s'est établie et consolidée pour l'essentiel contre la classe ouvrière elle-même. Pour se poser en héritier de la révolution d'Octobre, Staline a physiquement liquidé la quasi-totalité de ceux qui ont fait la révolution. Pour pouvoir se poser en représentant du communisme, il a bâillonné la classe ouvrière, interdit ses organisations. C'étaient là d'utiles références pour la bourgeoisie mondiale.

La marche consciente vers le communisme n'a pas été arrêtée en ce mois de décembre 1991 où le dernier en date des chefs de la bureaucratie, Eltsine, a décrété la dissolution de l'Union soviétique et sa volonté d'œuvrer pour le retour du capitalisme. La révolution a été brisée, moins de dix ans après octobre 1917, lorsque la bureaucratie s'est définitivement substituée aux travailleurs révolutionnaires dans la direction de l'État soviétique.

## Les acquis de la révolution russe

La Russie et tous les pays qui lui avaient été associés dans le cadre de l'Union soviétique ont cependant continué à évoluer grâce à l'élan donné par la révolution d'Octobre pendant plusieurs décennies encore, jusqu'à l'ère Gorbatchev et, dans une certaine mesure, jusqu'à nos jours.

Car, une fois au pouvoir, la bureaucratie n'a pas supprimé l'étatisation de l'économie. Elle s'est approprié l'État. Elle a même organisé la planification de l'économie. Mais, au lieu d'en faire un instrument pour satisfaire les besoins de tous, elle en a fait un moyen pour satisfaire d'abord ses propres privilèges et masquer ses propres prélèvements sur le produit social.

La planification bureaucratique, c'est-à-dire sans ce contrôle des producteurs et des consommateurs qui permet de l'adapter au plus près aux besoins, n'a qu'un lointain rapport avec la planification sous contrôle ouvrier telle que la voulaient les dirigeants de la révolution russe.

Pourtant, si l'on compare sur plusieurs décennies cette planification dévoyée et imparfaite avec les plus parfaites des économies de marché, y compris celle des Etats-Unis, eh bien, la comparaison n'est certainement pas en défaveur de ce qui a été mis en place par la révolution russe !

Car, malgré toutes les conséquences néfastes de l'isolement économique, malgré les méthodes bureaucratiques, malgré le dévorant parasitisme de la bureaucratie, l'économie soviétique a progressé pendant plusieurs décennies plus fortement que celle de n'importe quel pays bourgeois.

Entre 1926 et 1938, pendant cette période où le monde capitaliste a été secoué par la grande crise, la production industrielle a été globalement stagnante aux Etats-

Le développement même des grands trusts, avec leur organisation interne souvent efficace, pourrait être utilisé à condition que les informations centralisées au niveau de chacun des grands trusts ne servent pas seulement à la concurrence contre le trust voisin ni pour élaborer la meilleure méthode de dépeupler les peuples, mais dans l'intérêt de tous.

Mais pour que tous ces éléments puissent permettre à l'humanité de faire un véritable bond en avant, il faut expropriar la grande bourgeoisie, mettre fin à la concurrence entre trusts et entre banques, définir un plan de production en fonction des besoins réels et pas seulement des besoins solvables, le contrôle permanent des travailleurs, des consommateurs, de la population en général sur le fonctionnement de chaque entreprise particulière, l'économie d'une ville, d'une région, d'un Etat.

On pourrait alors tout à la fois augmenter la production dans les limites de ce qui est nécessaire sans détruire la nature et, en même temps, travailler moins. Les fruits du progrès scientifique et technique pourraient enfin servir à toute la population laborieuse et pas seulement rapporter du profit à quelques-uns.

Le recensement quasi instantané des besoins ne présente aucune difficulté technique à l'époque des cartes bancaires et des réseaux informatiques. Et à l'époque d'Internet et des ordinateurs à domicile il est très facile de consulter la population, pour ainsi dire en permanence, et pour prendre des décisions qui concernent sa vie et pas seulement pour élire un député qui ne sert à rien.

C'est par rapport à cette vaste perspective que tous les débats actuels sur

sonores.

Le développement même des grands trusts, avec leur organisation interne souvent efficace, pourrait être utilisé à condition que les informations centralisées au niveau de chacun des grands trusts ne servent pas seulement à la concurrence contre le trust voisin ni pour élaborer la meilleure méthode de dépeupler les peuples, mais dans l'intérêt de tous.

Mais pour que tous ces éléments puissent permettre à l'humanité de faire un véritable bond en avant, il faut expropriar la grande bourgeoisie, mettre fin à la concurrence entre trusts et entre banques, définir un plan de production en fonction des besoins réels et pas seulement des besoins solvables, le contrôle permanent des travailleurs, des consommateurs, de la population en général sur le fonctionnement de chaque entreprise particulière, l'économie d'une ville, d'une région, d'un Etat.

On pourrait alors tout à la fois augmenter la production dans les limites de ce qui est nécessaire sans détruire la nature et, en même temps, travailler moins. Les fruits du progrès scientifique et technique pourraient enfin servir à toute la population laborieuse et pas seulement rapporter du profit à quelques-uns.

Le recensement quasi instantané des besoins ne présente aucune difficulté technique à l'époque des cartes bancaires et des réseaux informatiques. Et à l'époque d'Internet et des ordinateurs à domicile il est très facile de consulter la population, pour ainsi dire en permanence, et pour prendre des décisions qui concernent sa vie et pas seulement pour élire un député qui ne sert à rien.

C'est par rapport à cette vaste perspective que tous les débats actuels sur

Unis, stagnante également en France, elle a doublé au Japon mais elle a été multipliée par huit en Union soviétique. Et si, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la production industrielle de l'Union soviétique ne représentait que moins d'un tiers de la production industrielle américaine, elle en représentait plus de la moitié en 1970. Pourtant les États-Unis, non seulement bénéficient de la division internationale du travail, mais ils profitaient aussi du pillage du Tiers Monde.

L'immense gâchis de la crise de 1929, dû à la nature même de l'économie capitaliste, a rejeté la production plusieurs années en arrière, et de surcroît la guerre mondiale elle-même a été la conséquence de la crise en ne laissant pas d'autre choix que la guerre à l'impérialisme allemand.

Alors, si la révolution d'Octobre n'avait apporté que cela, c'est-à-dire préserver le pays de la crise et accélérer le développement dans les productions où cela a été accéléré, elle aurait déjà été justifiée du point de vue historique, même si, encore une fois, le prolétariat avait pris le pouvoir en Russie avec une bien plus vaste ambition que celle de développer un seul pays.

L'Union soviétique n'a pas réalisé le socialisme, et l'idée même que cela aurait pu être possible était une stupidité véhiculée par la bureaucratie elle-même et par tous les Partis Communistes qui présentaient, à l'époque, l'Union soviétique de la bureaucratie, de Staline et après comme le paradis sur terre. Mais, en revanche, grâce à la propriété étatique et à la planification, grâce à l'organisation économique dont la possibilité a été créée par la révolution prolétarienne, l'Union soviétique sous-développée est devenue la deuxième puissance industrielle du monde. Pas un seul pays arriéré de la taille ou de la complexité de l'Union soviétique, ni l'Inde, ni le Brésil, l'Indonésie ou d'autres n'ont connu, sur la base du capitalisme et de l'intégration dans le marché mondial dominé par l'impérialisme, dans la même période, un développement comparable.

La Russie de nos jours est elle-même l'exemple vivant de la régression que représente le retour vers l'intégration dans le monde capitaliste. Sans même que cette intégration soit réalisée, loin de là, et pour des raisons qui ne sont certes pas seulement économiques mais aussi politiques, la production a chuté de moitié en moins de dix ans.

Mais le progrès réalisé en Union soviétique grâce aux fondements économiques jetés par la révolution ne se mesure pas seulement dans les statistiques de production.

Dans cet immense pays sous-développé, où l'écrasante majorité de la population, c'est-à-dire plus d'une centaine de millions de personnes, ne savait ni lire ni écrire, le pouvoir soviétique a liquidé en quelques années l'analphabétisme. Il a dû consacrer à cela un effort fantastique, créer de toutes pièces des alphabets dans les langues de plusieurs dizaines de peuples qui ne connaissaient pas l'écriture. Mais justement, dans cette organisation économique-là, ce n'est pas

Le grand mérite historique du capitalisme, par rapport aux formes d'organisation économique antérieures, c'est d'avoir développé les capacités de production à une échelle insoupçonnée jusqu'alors.

Il a fait sortir les sciences et les techniques de leur berceau, pour les mettre au service du développement capitaliste. Il a remplacé les ateliers par des usines de plus en plus grandes se fournissant dans le monde entier et produisant pour le monde entier; l'agriculture parcelle par l'agriculture industrielle; la boutique des usiniers par de puissantes banques qui ont des capitaux dans un grand nombre de pays. Il a poussé la division internationale du travail à un point tel que l'économie est aujourd'hui un tout à l'échelle de la planète. La mondialisation dont on parle tant aujourd'hui est en marche depuis les débuts du capitalisme. Voilà pourquoi, soit dit en passant, combattre la mondialisation sans combattre le capitalisme, est une prétention aussi utopique que réactionnaire. Et c'est bien un signe du recul des véritables idées socialistes et communistes qu'un parti qui se revendique du mouvement ouvert, comme le Parti Communiste Français, se retrouve, par rapport à la mondialisation, sur les mêmes positions réactionnaires qu'un de Villiers ou qu'un Le Pen. Ce n'est pas la mondialisation de l'économie qui est mortelle pour la société, c'est le fait que cette économie mondialisée reste soumise aux lois aveugles du marché et à la domination du grand capital. Mais c'est précisément la division internationale du travail qui permettra demain à l'humanité, débarrassée une fois pour toutes du capitalisme, de produire suffisamment en qualité comme en quantité pour assurer à chacun selon ses besoins.

## Le capitalisme a construit les bases matérielles du socialisme

ou Saint-Simon. Au début, ce n'était qu'un rêve de visionnaires; le rêve d'hommes révoltés par la brutalité du capitalisme, qu'on a appelés par la suite des « socialistes utopiques ». Utopiques, ils l'étaient, mais ils étaient sincères et révolutionnaires, à la différence des dirigeants politiques qui, aujourd'hui, portent la même étiquette.

Puis, avec des hommes comme Blanqui, qui s'affirmaient communistes et ouvrait pour organiser les hommes et les femmes déterminés comme lui à « *anéantir l'aristocratie d'argent* », le rêve est devenu un objectif politique. Avec Marx et Engels cet objectif a trouvé un fondement rationnel, comme une conséquence historique de l'évolution du capitalisme lui-même.

élevé que seul le développement capitaliste arrivé à une certaine maturité pouvait assurer. Elle nécessite l'industrialisation, une certaine accumulation de richesse, une concentration économique et un certain niveau de culture et de civilisation.

Les dirigeants de la révolution ouvrière connaissaient aussi bien les idées de Marx que l'arriération de la Russie. Mais ils ne raisonnaient pas en fonction de la seule Russie, mais en fonction de toute l'Europe. La Russie n'était certes pas mûre pour le socialisme, mais l'Occident développé l'était. En révolutionnaires internationalistes qu'ils étaient, ils ne proposaient pas au prolétariat russe, qui déployait une énergie révolutionnaire formidable, de retourner au travail et de continuer la guerre impérialiste, en attendant que le capitalisme russe développe l'économie. Ils prévoyaient que la prise de pouvoir en pleine guerre mondiale par le prolétariat dans un pays de la taille et de l'importance de la Russie pouvait être un levier formidable pour entraîner dans la voie révolutionnaire, le prolétariat des pays développés d'Europe occidentale.

A leurs yeux, la seule façon de surmonter « l'imaturité » de la société russe pour le socialisme, passait par la victoire du prolétariat dans les pays économiquement développés. Ils pensaient que la révolution russe pouvait être le détonateur d'une telle propagation de la révolution.

Cela n'était pas un vœu pieux. Dans les mois qui suivirent, la moitié de l'Europe s'embrasait. La Finlande d'abord, suivie de l'Allemagne où les masses insurgées ont obligé l'empereur à abdiquer le 9 novembre 1918. Cette fois, ce n'était pas un pays arriéré, mais le pays le plus développé, le plus industrialisé d'Europe qui se couvrait de conseils ouvriers. De janvier à mai 1919, des soulèvements ouvriers se succédèrent à Berlin, en Saxe, à Munich. Dans la capitale de la Bavière s'est même constitué brièvement un pouvoir soviétique. En Hongrie, la bourgeoisie débile a cédé sans combat le pouvoir aux forces du prolétariat, aux partis ouvriers, avant qu'une intervention étrangère écrase la révolution et installe une dictature.

Pour la première fois de son histoire, la bourgeoisie impérialiste et son système économique tremblaient sur leur base. La guerre venait pourtant de montrer de quels puissants moyens disposait la bourgeoisie. Mais ce sont les classes laborieuses qui font fonctionner non seulement la machine productive du capitalisme, mais aussi sa machine militaire. La puissance militaire de l'impérialisme s'effondrait en même temps que s'éveillait la conscience du prolétariat.

Le renversement de l'ordre capitaliste n'avait jamais paru aussi proche. La possibilité qu'une partie de l'Europe soit gouvernée par les travailleurs était ouverte. De grandes grèves en Italie en 1920 et des vagues de grèves



C'est encore la survie d'une forme d'organisation sociale qui ne correspond plus à notre époque qui fait resurgir, dans le contexte et avec les moyens de notre époque, toutes sortes de séquences barbares du passé. Il y a partout une montée des mysticismes et des idées réactionnaires. Mais, aujourd'hui, ce sont des turbo-électeurs qui transportent des pèlerins de toute religion. Le show du pape est organisé par des spécialistes des spectacles et retransmis à la télévision par satellite. Et les astrologues prétendent utiliser l'ordi-

## Le capitalisme menace de plonger la société dans la barbarie

Mais la survie de ce système capitaliste s'enlise à aussi des conséquences politiques. En même temps que les besoins impérieux des grands trusts conduisent à la mise en place d'entités économiques plus vastes que les Etats, dont les limites étroites sont de plus en plus en contradiction avec la mondialisation de l'économie, les Etats eux-mêmes se décomposent en fragments non viables mais dressés les uns contre les autres au nom du nationalisme. En Europe, après la décomposition de la Yougoslavie, de la Russie ou de la Tchécoslovaquie, il y a plus de frontières et de barrières qu'il y a dix ans et bien plus qu'au début de ce siècle. A l'époque d'Internet et des communications planétaires, le règne du capitalisme conduit à un morcellement croissant de l'humanité, à des oppositions ou à des conflits sanglants en fonction de la nationalité ou de l'ethnie.

Alors, ce serait cela l'organisation économique de l'avenir ? Mais y aurait-il seulement un avenir avec ce fonctionnement aveugle et irresponsable ? Le capitalisme, c'est un système économique et social où même les progrès scientifiques ou techniques sont détournés pour se retourner contre l'homme. Les affaires comme celle de la vache folle, du sang contaminé ou de l'amianthe montrent où conduit la recherche du profit à court terme. L'humanité a déjà payé cher la façon dont l'impérialisme s'est servi de ce progrès fantastique qu'est l'énergie nucléaire. On ne peut, pour le moment, que redouter ce que les découvertes tout aussi considérables dans le domaine de la génétique réservent à l'humanité tant que c'est le capitalisme qui domine la recherche et le sort de ces découvertes.

Alors, ce serait cela l'organisation économique de l'avenir ? Mais y aurait-il seulement un avenir avec ce fonctionnement aveugle et irresponsable ?

pour l'atmosphère. Il était question d'établir des quotas pour les différents pays. Mais, très rapidement, cela s'est transformé en un marchandage où les pays les plus riches se proposaient d'acheter les quotas de pollution des pays pauvres !

La première tentative du prolétariat pour mettre fin à la société capitaliste s'est terminée par un échec, du point de vue de la perspective immédiate dans laquelle cette tentative se situait. Mais la bourgeoisie n'est pas non plus arrivée en un jour, ni même en un siècle, à substituer à la classe féodale des propriétaires terriens et à la monarchie son propre pouvoir et sa propre économie.

Bien sûr, les révolutionnaires de chaque génération, Marx et Engels au siècle dernier, Lénine, Trotsky et Rosa Luxemburg au début de celui-ci, attendaient la victoire de la révolution sociale à brève échéance. Le capitalisme a connu une véritable période d'essor pendant quelques décennies après que Marx en eut envisagé la chute.

Par contre, les prévisions optimistes de Lénine et Trotsky concernant la proche victoire du communisme, si elles ne se sont pas réalisées, ce n'est pas parce qu'elles auraient été démenties par une nouvelle période d'essor économique, comparable à ce qui s'est passé dans la deuxième moitié du siècle dernier. On peut tout au plus dire que le capitalisme, que l'impérialisme, ont survécu.

En essayant de répondre à la question « Pourquoi ? », on doit évoquer d'abord un constat général : les régimes sociaux ne disparaissent pas uniquement parce qu'ils ont fait leur temps. En France par exemple, il était visible déjà pour les contemporains les plus lucides, et à plus forte raison aujourd'hui, que la société féodale avait fait son temps dès le début de la monarchie absolue, avec François 1<sup>er</sup>, dès la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, cette monarchie absolue qui a, à son apogée, transformé l'aristocratie naguère guerrière en pantins poudrés et emperruqués, enfermés dans le ghetto doré de Versailles. Et pourtant, en France, l'ordre féodal a survécu près d'un siècle à Louis XIV. Bien plus longtemps encore en Allemagne. Et certains de ces vestiges n'ont toujours pas disparu en Angleterre, qui fut pourtant le berceau du capitalisme industriel, à en juger par le ridicule et l'anachronique spectacle d'une monarchie qui se survit avec un cérémonial qui aurait sans doute fait pester Rousseau il y a deux siècles.

Et c'est là où on arrive au terrain subjectif, c'est-à-dire au rôle des partis. Nous avons déjà parlé du rôle contre-révolutionnaire des partis sociaux-démocrates en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne et, par contre coup,

Russie à ces puissances impérialistes et sa participation à la guerre mondiale, taux anglais ou français. Cela entraîne la subordination croissante de la Le capitalisme s'est introduit en Russie surtout par l'entremise des capi-

raison de l'analphabétisme de la majorité de la population. Le capitalisme s'est introduit en Russie surtout par l'entremise des capi- même ordre sur le plan de la culture et de la civilisation, ne serait-ce qu'en Etats-Unis et plus près de pays comme la Chine ou l'Inde, tant par ses infra- La Russie d'alors était loin, très loin de la France, de l'Allemagne ou des de la Révolution.

Une société anesthésiée par l'Eglise, dominée par une bureaucratie tsariste vénale, une noblesse parasitaire, une cour corrompue, la famille du tsar manipulée par un moine fou et illuminé, Rasputine, voilà la Russie à la veille

pratiquement à l'âge de pierre. Mais l'empire russe était, aussi, la plus vaste « prison des peuples », avec une centaine de peuples que les conquêtes militaires successives avaient annexés dans l'empire tsariste où ils étaient soumis à une oppression brutale. Certaines de ces régions – la Pologne, la Finlande ou les pays Baltes – avaient atteint un niveau de développement supérieur au reste de la Russie, tout en restant loin encore de l'Europe occidentale. Mais les sociétés d'Asie centrale étaient enchaînées depuis des siècles, sans parler des nombreuses peuplades des immenses étendues sibériennes dont certaines vivaient enco-

lions de familles paysannes, les cent millions d'habitants des campagnes. Mais l'empire russe était, aussi, la plus vaste « prison des peuples », avec une centaine de peuples que les conquêtes militaires successives avaient annexés dans l'empire tsariste où ils étaient soumis à une oppression brutale. Certaines de ces régions – la Pologne, la Finlande ou les pays Baltes – avaient atteint un niveau de développement supérieur au reste de la Russie, tout en restant loin encore de l'Europe occidentale. Mais les sociétés d'Asie centrale étaient enchaînées depuis des siècles, sans parler des nombreuses peuplades des immenses étendues sibériennes dont certaines vivaient enco-

Le retard économique, social et culturel de la Russie par rapport aux nations capitalistes conjugué au despotisme tsariste faisait que la Russie était depuis longtemps mûre pour la révolution que des générations d'ouvriers comme d'intellectuels avaient attendue et espérée. Mais ces mêmes raisons, cette arriération, faisaient que la Russie semblait, de tous les grands pays, parmi les moins mûrs pour le socialisme.

## Les retards de la Russie

travailleurs élisent des députés pour quatre ou cinq ans, mais sans avoir aucun moyen de changer leurs représentants dans l'intervalle, même s'ils trahissent complètement leurs engagements.

La présence dans toutes les villes industrielles de garnisons militaires gonflées par la guerre, au lieu de donner au gouvernement provisoire les moyens d'écraser la révolution, a au contraire donné à la révolution l'opportunité de disloquer l'appareil de répression de la classe dirigeante. La proximité facilitait l'influence des ouvriers révolutionnaires sur les casernes. L'armée se désagrègea de l'intérieur, minée par l'opposition entre les soldats, surtout des paysans, et la hiérarchie militaire, dominée d'en haut par l'aristocratie et, en dessous d'elle, par des fils de bourgeois. Et c'est par l'intermédiaire de leurs conseils, les soviets de soldats, que les paysans ont eu représentation dans les villes, là où battait le cœur de la révolution et sa direction.

Aux premiers mois de la révolution, les bolchéviks étaient loin d'être majoritaires dans ces soviets. Mais ils se sont renforcés à chaque trahison du « gouvernement provisoire », à chaque reniement des partis qui prétendaient représenter la révolution.

Les bolchéviks se renforcèrent chaque fois que les événements ont prouvé aux masses que les attermolements du gouvernement compromettaient même le peu d'acquis de la révolution de février, c'est-à-dire les libertés démocratiques. Le choix n'était pas, n'en déplaise à tous les commentateurs social-démocrates de la révolution russe, entre la démocratie et la dictature du prolétariat, mais entre une dictature militaire avec, peut-être, en prime le retour au tsarisme, ou le pouvoir des soviets. Et lorsque, le 7 novembre 1917, les soviets ont pris le pouvoir dans la capitale, une majorité de représentants bolchéviks y avait été élue de la façon la plus démocratique.

Sans la participation active de centaines de milliers de membres actifs à ce réseau de soviets couvrant le pays, adhérant pleinement au nouveau pouvoir établi à Pétrograd et s'appuyant sur des millions d'ouvriers et paysans pauvres, le Parti Bolchévik n'aurait pas été placé à la tête du pouvoir et n'aurait pas pu y rester et les soviets n'auraient même pas pu le conserver.

Lénine et Trotsky n'avaient, dans les premiers temps de la révolution, aucun appareil d'Etat à leur disposition, pas d'armada de fonctionnaires, pas d'administration industrielle, pas de représentants dans le pays du pouvoir central. Ce sont ces soviets qui allaient transmettre, sur le terrain, dans la vaste Russie, la politique révolutionnaire qui incarnait leurs aspirations.

Le prolétariat était désormais au pouvoir. Trotsky rappelle l'étonnement de certains dignitaires chassés de l'Etat tsariste et l'ironie des commenta-

Et la presse a rapporté, il y a peu, une réunion entre représentants d'un certain nombre de pays industriels pour tenter de définir un seuil de pollution qu'il ne faudrait pas dépasser sous peine de conséquences irréparables.

merce internationale florissant. Bénin, en corrompant quelques ministres locaux, est même devenu un com- triels toxiques des pays industriels vers la Guinée-Bissau, le Congo ou le toirs pour les déchets toxiques des pays riches. Exporter les déchets indus- que cette économie sait faire, c'est transformer les pays pauvres en depo- poser à ces grands problèmes ne serait-ce qu'un début de solution. Tout ce barrière de la propriété privée et des Etats nationaux, est incapable de pro- par nature transnationaux. L'économie capitaliste, enfermée entre la double progressive de la couche d'ozone, les déchets nucléaires destructibles, sont problèmes écologiques comme la pollution des mers, la disparition pro- C'est aussi une économie incapable de préserver la planète. Les grands drogue ? Combien de fortunes s'édifient dans les spéculations les plus sales ? dance à s'estomper. Combien de banques tournent avec l'argent blanchi de la limites entre classe politique, milieux d'affaires et milieu tout court ont ten- nomie de plus en plus mafieuse, marquée par la corruption en grand, où les du capitalisme. Mais, aujourd'hui, c'est un capitalisme pourrissant, une éco- Lénine parlait en son temps de l'impérialisme comme de la phase senile

## Une organisation économique irresponsable

Mais, dans le reste du monde, il n'y a même pas cela. Un récent colloque a rappelé qu'aujourd'hui, à l'aube du troisième millénaire, il y a à l'échel- le du monde quelque deux cents millions d'enfants de dix, voire de six ans, qui sont employés, comme il y a deux siècles, au beau temps de la révolu- tion industrielle en Angleterre, dans des filatures, des ateliers de tissage, des fabriques de composants électroniques, quand ce n'est pas dans la fabri- cation de produits chimiques dangereux ou dans les mines !

Même dans les pays capitalistes développés, où les luttes ouvrières du travail ?

Le capitalisme est-il devenu plus social, plus enclin à respecter le monde ou il y a une chance supérieure, même infime, de survie.

« toute la misère du monde » de tenter désespérément de rejoindre les pays barrières électrifées, cela n'empêchera pas - n'en déplaie à Rocard -

dans le destin de l'URSS. Nous avons évoqué aussi le rôle contre-révolu- tionnaire des partis staliniens.

Mais d'autres, comme le Parti Bolchévique, peuvent jouer un rôle révolu- tionnaire indispensable : s'ils manquent, pas de révolution non plus.

L'impérialisme n'est pas moins condamné à disparaître aujourd'hui qu'au temps de la vague révolutionnaire de 1917. Le prolétariat ne dispose pas de moins de possibilités qu'à l'époque pour mettre fin à l'ancienne société. Et les moyens matériels pour créer une organisation économique rationnelle à l'échelle de la planète sont aujourd'hui bien plus importants qu'au temps de la révolution russe. Ce qui manque à la classe ouvrière, ce sont des partis qui soient aussi décidés à changer la société que l'était le Parti Bolchévique à l'époque en Russie.

Ce manque lui-même a une explication historique. Au départ, il y a eu cette trahison de la social-démocratie que j'ai évoquée tout à l'heure. Mais, à peine les éléments les plus révolutionnaires du prolétariat s'étaient-ils détachés de la social-démocratie pour rejoindre le courant communiste, que la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique a transformé les Partis Communistes eux-mêmes, d'abord en instruments de cette bureaucratie, puis en instruments de la bourgeoisie.

Entre les deux guerres mondiales où cela s'est produit, ces deux trahi- sons se sont succédé trop rapidement pour que le prolétariat puisse en prendre conscience et faire surgir et sélectionner une nouvelle direction. Et le vide qui s'est ainsi constitué a marqué aussi l'histoire de l'après-guerre où, de la Chine à l'Indonésie en passant par l'Inde ou le Vietnam, les masses se sont de nouveau mises en branle. Car c'est la petite bourgeoisie nationaliste qui a occupé ce vide, se parant souvent de l'étiquette socialiste ou communiste, mais n'ayant nullement pour programme de s'appuyer sur le prolétariat pour renverser le capitalisme dans le monde. Il faut rappeler la grande responsabilité des intellectuels de ces pays qui, au lieu de partir d'une compréhension globale de la société, au lieu de combattre l'impérialisme dans ses fondements capitalistes, ont, au contraire, rétréci l'horizon des opprimés pour les faire se battre seulement pour l'indépendance nationale, en pré- sentant de surcroît souvent ces combats comme le combat communiste.

Mais ce communisme nationaliste, bâti sur le socialisme dans un seul pays de surcroît, celui de Mao Tsé Toung, de Hô Chi Minh, de Tito ou de Castro, n'ouvrirait aucune perspective de transformation sociale à l'échelle du monde. Et les masses opprimées, leur élan brisé, ont été de nouveau déçues et désorientées. Le prétendu communisme du tiers-mondisme a laissé la place à la montée des idées franchement réactionnaires, comme celles des intégrismes religieux.

C'est la guerre, commencée en 1914, qui fut l'accoucheuse de la révo- lution. Les tranchées furent le creuset où les ouvriers se mêlèrent pen- dant trois ans avec les paysans, sortis brutalement de l'isolement de leurs villages pour être entraînés dans une boucchérie mondiale dont ils compre- naient d'autant moins les raisons qu'elles découlaient de la rivalité entre des grandes puissances financières lointaines. La guerre était en même temps une épreuve jugeant impitoyablement l'incapacité de cette noblesse qui four-

Ces prolétaires, qui venaient à peine d'émerger de la condition de mou- jiks et de la barbarie du passé, incarnaient le progrès dans une société russe putréfiée, et l'espoir de l'incarner à l'échelle de l'humanité.

Le despotisme conjugué du tsarisme et du grand capital a fait que cette jeune classe ouvrière n'était pas ligotée par le conservatisme social entre- tenu à la même époque dans les vieux pays capitalistes par toute une partie du mouvement ouvrier lui-même.

Les ouvriers de l'industrie, des mines et des transports n'étaient pas très nombreux au moment de la révolution. Mais ces quatre millions de prole- taires allaient devenir le noyau le plus conscient autour duquel la révolution de dizaines de millions de paysans allait s'organiser.

Ce sont donc les travailleurs d'un pays arriéré, pauvre, qui allaient être le premier détachement de la classe ouvrière mondiale à remporter une vic- toire sans précédent sur la bourgeoisie internationale car il s'agissait de la faible bourgeoisie russe et des puissantes bourgeoisies anglaise et françai- se.

Mais en faisant surgir des grandes entreprises dans un certain nombre de grandes villes et de régions minières, le capitalisme faisait en même temps surgir un prolétariat. Un prolétariat d'embalée concentré plus que partout ailleurs au monde dans de grandes entreprises, car les investisseurs ne repro- duisent pas tout le développement capitaliste en construisant d'embalée des entreprises aux normes les plus modernes et les plus efficaces de l'époque. Un prolétariat mal payé, mais travaillant aux normes de la technologie occidentale. Un prolétariat combattif qui, dès sa naissance, à la fin du siècle dernier, commençait à s'éduquer politiquement au travers de ses luttes.

## Le prolétariat jeune et combatif

pour défendre à la fois les ambitions dynastiques du tsar et les intérêts du grand capital anglais et français.

té, ce qui l'a rendu apte à discerner, même aux pires périodes de réaction ou de répression, les cheminements souterrains de la révolution. Un parti forgé dans de dures luttes pendant les 15 ans qui séparent l'apparition du Parti Bolchévique de la révolution ; un parti composé d'un nombre relativement faible de femmes et d'hommes, ouvriers mais aussi intellectuels, mais tous consacrant entière- ment leur existence à la révolution sociale, et tous très liés aux masses ouvrières, dans lesquelles ils voyaient le seul levier pour transformer la société.

Il a fallu la conjonction de ces deux éléments, la maturité politique de l'en- semble du prolétariat et le Parti Bolchévique, pour que la révolution de février ne finisse pas par un coup d'Etat militaire pour lequel il y avait de nombreux candidats. Je cite ici le récit d'Albert Rhyss Williams, journaliste américain compagnon de John Reed, présent en Russie à cette époque : « Les masses russes étaient à ce moment "raisonnables". Elles laissèrent les bourgeois former leur "gouvernement provisoire"... Mais avant de retourner aux tran- chées, aux fabriques, à la terre, elles créèrent à leur idée des organisations. Pour chaque usine de munitions, les ouvriers choisirent un des leurs en qui ils avaient confiance. Dans les fabriques de chaussures et dans les filatures, ils firent de même. Les briqueteries, les verreries et les autres industries suivirent l'exemple. Ces représentants élus directement par leurs pairs for- mèrent le soviét, conseil des représentants des ouvriers.

Par le même procédé, les armées formèrent des soviets des représentants des soldats et les villages, des soviets des représentants des paysans... Les soviets étaient donc composés, non de politiciens bavards et ignorants, mais d'hommes qui connaissaient leur métier. De mineurs qui savaient ce qu'est une mine, de mécaniciens qui savaient ce qu'est une machine, de paysans qui savaient ce qu'est la terre, de soldats qui savaient ce qu'est la guerre, d'ins- tituteurs qui savaient ce que sont les enfants. Les soviets se formèrent dans toute la Russie : dans chaque cité, chaque ville, chaque hameau et chaque régi- ment. Quelques semaines après l'écroulement de la vieille charpente tsariste, un sixième de la surface de la terre était doté de ces nouvelles organisa- tions sociales. Dans toute l'histoire il y eut pas de phénomène plus frappant. »

## Le soviét, un organe représentatif plus démocratique que le Parlement bourgeois

Ces soviets, avec leurs élus révocables à tout instant, reflétant au jour le jour l'état d'esprit des masses, ont représenté la population laborieuse d'une manière infiniment plus démocratique que ces Parlements bourgeois où les

naux répressifs qu'elles veulent, elles peuvent s'entourer de barbelés et de  
Alors, les grandes puissances impérialistes peuvent élaborer tous les arse-

vement orientée vers les exportations.  
agricole, mais à la politique agricole imposée par l'impérialisme, exclusi-  
sécurité dans certaines régions, ni même au caractère primitif de l'outillage  
pas due à des causes déjà pas tout à fait naturelles comme l'avancée de la  
la production alimentaire a diminué de 20%. Cette situation révoltante n'est  
Et, pour prendre un exemple dans le continent africain, depuis trente ans,

rière le miracle malaisien, thaïlandais ou indonésien.  
économique qu'il a entraînée dans la région ont montré ce qu'il y avait der-  
nombreux. Et de surcroît le tout récent krach des bourses asiatiques et la ruine  
«miracle économique» de tel ou tel pays pauvre. Ces pays n'ont jamais été  
Sûrement pas. Les médias montent de temps en temps en épingle le  
pauvres ?

Le capitalisme serait-il en train de combler l'écart entre pays riches et pays  
La pauvreté est engendrée par le fonctionnement normal du capitalisme.  
Ce n'est certainement pas un hasard.

tructures en vies humaines dans les pays pauvres que dans les pays riches.  
terre, pas à un cyclone, bien que ces catastrophes naturelles soient plus des-  
La pauvreté n'est pas due à une cause naturelle, pas à un tremblement de

Alors, que dire de la misère indescriptible des grandes villes des pays pauvres ?

millions d'entre elles vivent avec moins de 60 francs par jour».  
paupérisées, souvent localisées dans des cités de banlieue à la dérive. Dix  
fait une population européenne de quelque cinquante millions de personnes  
Si, aux vingt millions de chômeurs, on ajoute les exclus de toutes sortes, cela  
n'y avait pas eu un nombre aussi élevé de laissés-pour-compte en Europe.

Diplomatique : «Même au plus noir de la Grande Dépression de 1929, il

Pour reprendre l'expression d'un rédacteur du mensuel *Le Monde*  
pauvreté monte même dans les pays riches.  
lent des revenus annuels de 2,6 milliards d'êtres humains sur la planète ! La

le du monde, 358 familles possèdent comme patrimoine plus que l'équiva-  
les plus riches et la majorité laborieuse de la population s'accroît ! A l'échel-  
affirmer cela tant il est patent que les inégalités s'accroissent et l'écart entre  
Eh bien, aujourd'hui, même les réformistes les plus bornés n'osent plus  
acceptable pour tous ?

La violence, disaient-ils, si le progrès économique finit par assurer une vie

C'est ce qu'ont prétendu pendant longtemps les réformistes de tout poil

à petit écart entre les classes riches et les classes pauvres ?

Le capitalisme comble-t-il ne serait-ce qu'un peu, ne serait-ce que petit

## Le gâchis capitaliste

Mais, tout cela n'aura qu'un temps car, si le capitalisme a survécu, il  
n'est pas devenu meilleur. Au contraire, il a poussé ses ignominies mais  
aussi ses contradictions jusqu'à leur extrême.

Le capitalisme serait-il devenu plus harmonieux, comme le prétendent  
les défenseurs cyniques du «mondialisme» comme Alain Minc ?

Non. Deux cents trusts gigantesques, en employant moins de 1% de la  
classe ouvrière mondiale, assurent un quart de l'activité économique mon-  
diale. Mais leur mainmise croissante sur l'économie mondiale ne supprime  
pas la concurrence. Au contraire, elle l'exacerbe.

Le capitalisme est-il devenu plus rationnel ? Développe-t-il la production  
à la mesure de ses moyens immenses ?

Non. Une part croissante de ses immenses moyens est détournée vers  
la sphère financière. C'est un capitalisme de plus en plus usuraire et qui  
se nourrit de lui-même. On peut manger sa queue un certain temps mais  
pas toujours : si l'on ne meurt pas de faim, on finit par mourir quand  
même.

Le capitalisme satisfait-il un peu mieux les besoins élémentaires de tous ?

Non. Des millions de personnes meurent tous les ans de la famine. Des  
centaines de millions sont mal nourries. Plus d'un quart de l'humanité vit  
sans eau potable du tout et, parmi les autres, un nombre toujours croissant  
commence à en manquer. On continue de mourir de maladies qu'on sait  
depuis longtemps guérir, simplement parce qu'il n'est pas rentable de pro-  
duire et plus souvent encore de véhiculer les médicaments qui pourraient les  
traiter. Et, quant aux besoins plus modernes, l'éducation ou plus simple-  
ment l'alphabétisation, tout cela reste un luxe inconcevable pour une gran-  
de partie de la population de la planète.

Le capitalisme fait-il moins de gâchis ?

Certainement pas. Le premier de ces gâchis est le chômage lui-même.  
Même dans les pays capitalistes les plus développés, où se concentrent la  
majeure partie des entreprises existantes et la quasi-totalité des grands capi-  
taux, une fraction importante de la population est réduite au chômage : vingt  
millions rien qu'en Europe occidentale. Et le chômage n'est pas seulement  
un fléau pour ceux qui le subissent, c'est un gâchis gigantesque de forces  
de travail, d'intelligences, de capacités. Un immense gâchis encore, ces capi-  
taux qui vont vers des secteurs inutiles, voire nuisibles. Les deux secteurs  
les plus importants du commerce international sont toujours le commerce  
des armes et celui des drogues.

avec inquiétude : «Les ouvriers russes se laisseront-ils encore bernier ?»  
prison où elle était enfermée pour s'être opposée à la guerre, se demandait  
naire allemande Rosa Luxemburg, apprenant la révolution de février dans la  
révolution en 1789 en France ou en 1848 en Allemagne, la grande révolution-  
En rappelant comment les masses populaires s'étaient fait déposer de leur  
révolution de février.

les adversaires de la révolution russe, ceux-ci n'ont d'indulgence que pour la  
Il est significatif que, ces jours-ci, alors que l'on n'entend s'exprimer que  
tous prêts à chanter les vertus de la révolution.

tares fonciers et de la bourgeoisie, les chefs des puissances impérialistes étaient  
tout, tant qu'elle ne touchait pas à la domination sociale des grands proprié-  
ni la paix aux soldats, ni la terre aux paysans, ni le pain aux ouvriers, et sur-  
révolution ne se traduisait que par un changement de régime, mais n'accordait  
lutionnaire, si prompt à renvoyer les soldats dans les tranchées. Tant que la  
Russie ont aussitôt reconnu ce gouvernement provisoire prétendument révo-  
La révolution aurait pu s'arrêter là. Les puissances impérialistes alliées à la  
changer quoi que ce soit, sans même chercher à arrêter la folie guerrière.

n'étaient pas mobilisés, de retourner soit aux machines, soit à la terre, sans  
aux paysans et aux ouvriers sous l'uniforme de retourner au front et à ceux qui  
les dirigeants de la révolution. Et c'est au nom de celle-ci qu'ils ont ordonné  
tallés au pouvoir, ont constitué le nouveau gouvernement, se sont proclamés  
banquiers, des hommes de loi, des professeurs et des politiciens qui se sont ins-  
ont renversé le tsar et son régime. Mais aussitôt le tsarisme écroulé, ce sont des  
Ce sont les ouvriers et les soldats qui ont fait la révolution. Ce sont eux qui  
trois siècles.

quelques jours la dynastie des Romanov qui avait opprimé la Russie pendant  
1917. Partie d'une manifestation de femmes, l'explosion populaire a balayé en  
et les moujiks comme des bêtes de somme. Cette patience a cessé en février  
A l'époque, le peuple russe était traditionnellement décrit comme patient

## La révolution de février 1917

*pusillanime, si traître».*

«L'histoire n'a jamais connu un gouvernement si stupide, si corrompu, si

Le chef de file des libéraux bourgeois, Miloukov, disait lui-même alors :

à côté dans les tranchées.

avec les dirigeants allemands pendant qu'ouvriers et paysans mouraient côté  
richissait des commandés de guerre, ces ministres corrompus qui intriguaient  
nissait des officiers aussi méprisants qu'incompétents, la bourgeoisie qui s'en-

En bien non, les ouvriers russes ne se sont pas laissé bernier par la bourgeoisie !

Malgré leur faiblesse numérique, ils avaient pour eux deux choses capitales.

Ils avaient une expérience de luttes riche et variée sous le tsarisme qui avait  
culminé en 1905 après une autre guerre, la guerre russo-japonaise, en une véri-  
table révolution. Une révolution où la classe ouvrière, seule dans la lutte contre  
le tsarisme, avait été vaincue. Mais où elle avait appris beaucoup de choses ;  
où elle avait fait lever en son sein des dizaines de milliers de cadres révolu-  
tionnaires ; où, surtout, pour la première fois dans l'histoire, elle avait fait sur-  
gir ces comités représentatifs des masses en lutte, ces «conseils» ou «soviets»  
en russe, qu'elle allait tout aussi spontanément recréer en 1917. Lénine affir-  
mait souvent que, sans la grande école que fut la révolution de 1905 pour de  
larges masses ouvrières, sans cette «répétition générale», le prolétariat n'au-  
rait probablement pas pu vaincre en 1917. Car, contrairement à la vision bor-  
née ou intéressée des intellectuels de la bourgeoisie, la révolution d'Octobre  
ne fut pas un coup d'État réussi, par un parti, mais se fit avec le soutien actif  
et la participation collective et consciente de millions d'ouvriers et de paysans,  
en uniforme de soldat ou pas.

Cela n'est en rien contradictoire avec le fait que le Parti Bolchévik assura  
la victoire de cette révolution partie des profondeurs des masses populaires. Car,  
comme le craignait Rosa Luxemburg, les masses auraient pu se laisser bernier  
et déposséder de leur révolution.

Les soviets et le Parti Bolchévik

Trotsky, un des principaux dirigeants de la révolution de 1917, s'expliquant sur  
celle-ci, disait : «La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris  
déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part :

elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés.  
Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation. On les a  
habituées à donner et non à prendre. Elles travaillent, patientent, aussi longtemps  
que cela va, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, appor-  
tent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elle  
courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des  
masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le  
pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un parti qui dépasse de loin les  
autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire.»

Ce parti en Russie, c'était le Parti Bolchévik, moralement et entièrement pré-  
paré pour conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir. Un parti qui avait  
fait profondément sienne la compréhension marxiste de l'évolution de la socié-

Espagne

# Inondations : CATASTROPHE NATURELLE ET TRAGÉDIE SOCIALE

Le matin du 6 novembre, l'Espagne a été victime des conséquences d'une violente tempête, particulièrement graves dans les régions d'Estrémadure et d'Andalousie, situées respectivement à l'est et au sud de la péninsule. En Estrémadure, le bilan est actuellement de 21 morts et quatre disparus, des infrastructures ont été détruites et l'agriculture a perdu des milliards. La catastrophe a frappé tout particulièrement une petite localité de la province de Badajoz rasée par la trombe d'eau et de boue qui a fait trois morts et surtout qui a détruit un quartier ouvrier de la capitale de la province, Badajoz, le Cerro de los Reyes, où 8 personnes trouvèrent la mort.

Les pouvoirs publics et les politiciens invoquent la malchance et l'impossibilité de prévoir la tempête. Cependant il y a trop de morts et trop de destructions pour incriminer exclusivement les forces de la nature. Mais la catastrophe et son ampleur ont d'autres causes.

Ce n'est pas par hasard que la tempête eut le plus de conséquences dans un quartier ouvrier et pauvre de Badajoz. Comme d'autres quartiers populaires d'Espagne, il est situé sur des terrains inondables, peu appropriés à la construction d'habitations, sans que les autorités aient fait grand-chose au fil des ans pour améliorer la situation des habitants. Le quartier du Cerro de los Reyes est situé entre trois cours d'eau dans la partie basse de la capitale. Le débordement de ces ruisseaux et l'avalanche d'eau et de boue en provenance des quartiers plus élevés de la capitale ont provoqué la catastrophe. Le quartier est le déversoir de Badajoz et ce n'est pas la première fois qu'il est inondé. Mais malgré cela, les autorités n'ont jamais bougé le petit doigt pour déplacer les habitants ou améliorer

l'état des maisons dont beaucoup sont mal en point. Le maire lui-même le reconnaît, avec une pointe de cynisme : « *Nous savions qu'il y avait au Cerro de los Reyes des habitations en mauvais état... C'est un quartier ouvrier aux rues très étroites, et jusqu'à un certain point il se débrouille tout seul. Je sais qu'il faut prendre des mesures pour que ce qui s'est passé hier ne se reproduise pas, mais il n'est pas possible de déplacer 6 000 personnes du jour au lendemain. Les miracles, ça se passe à Fatima* ».

Pourtant lors du récent mariage royal, l'État fut capable de mobiliser bien plus d'agents de sécurité et bien plus de moyens humains et d'argent, mais il ne s'agissait pas d'améliorer les conditions de vie dans un quartier ouvrier, et la vierge de Fatima est avec les Bourbons.

Scandaleuses aussi furent les conditions dans lesquelles s'effectuèrent les secours. Les premiers mirent entre trois et quatre heures pour arriver. Pendant tout ce temps, les habitants durent seuls faire face à la situation, s'entraider, écoper l'eau et la boue et, le pire, c'est que quelques vieillards réfugiés sur les toits des maisons moururent avant l'arrivée des équipes de secours, qui sont venues trop tard. Seule la solidarité de la population du quartier a empêché la tragédie d'être plus grave encore.

Pendant toute la semaine que dura la tempête, dans le reste de l'Espagne celle-ci fit des dégâts, bien que moins durement certes, mais à l'égal des années passées. Le manque d'investissements dans les

infrastructures, et particulièrement dans le réseau fluvial, les coupes continues dans le budget des services publics, la spéculation sauvage sur les terrains accentuent les prétendus désastres naturels.

La rareté des capitaux consacrés par les pouvoirs publics à la construction de digues, à l'amélioration des canaux, des bassins insuffisants, les vieux réseaux d'égouts qui ne sont pas rénovés dans les localités font que la population est sans défense devant les inondations. Dans beaucoup d'endroits, il n'y a ni plan pour prévenir les risques ni beau-

coup de moyens matériels. Dans certaines localités d'Andalousie touchées par la tempête, le retard des aides publiques promises après les inondations de l'an dernier empêcha la réalisation de travaux de prévention.

La spéculation immobilière, favorisée par les différents gouvernements, aggrave de façon considérable les effets de la nature. Le déboisement de nombreuses zones explique que les fortes crues aient dévasté quelques localités, car les conséquences des tempêtes sont aggravées par la disparition de la

couverture végétale. Dans cette société, c'est le seul profit qui compte, pas la sécurité des personnes. La forte augmentation du prix du sol fait que l'on construit sur les voies d'écoulement public, dans le lit des cours d'eau asséchés, sur des terrains forestiers, avec la passivité des autorités.

Ce n'est pas la nature aveugle qui est la cause de ces catastrophes, c'est un système économique et social aveugle, incapable de satisfaire les besoins et de protéger la majorité de la population contre l'intérêt d'une minorité.

Une autre inondation, qui fit quatre morts dans le midi de la France, en janvier 1996.



Basignac-Turpin/Gamma

République tchèque

# PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES MANIFESTENT CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants - 120 000 selon les organisateurs, 70 000 selon la police - se sont rassemblés le 8 novembre pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement du « libéral » Vaclav Klaus.

En 1996, une série de faillites bancaires allait marquer le début d'une crise monétaire et d'une détérioration brutale de la situation économique, et le début d'une série de mesures d'austérité destinée à la faire payer à la population. Au printemps 1997, à plusieurs reprises, le gouvernement annonçait de nouvelles mesures d'austérité, baptisées « *programme de stabilisation et de convalescence du gouvernement tchèque* » : coupes dans les budgets des services publics et des presta-

tions sociales, gel des salaires dans la fonction publique, révision à la baisse des augmentations générales des salaires prévues pour 1997. Et alors que le taux de chômage est passé en un an de 3,2 à 4,9 %, le Parlement vient de décider la réduction des indemnités de chômage. Et, c'est tout un symbole, la principale maternité de Prague vient d'être fermée, dans le cadre d'un plan d'économies des services de santé, pour être, semble-t-il, transformée en clinique privée, si ce n'est en casino ou en hôtel de luxe !

Les chroniqueurs économiques avaient vanté la réussite de la « *transition tchèque vers le capitalisme* », qui avait su, disaient-ils, effectuer les privatisations tout en maintenant le plein emploi (le taux de chômage

qui tournait autour de 3 %), en maîtrisant l'inflation (inférieure à 10 % par an jusqu'en 1996) ainsi que les finances de l'État. C'était passer sous silence la forte chute des salaires réels - de l'ordre de 20 % - des années 1991-1992, les batailles que devaient mener les travailleurs pour que des augmentations de salaires compensent au moins en partie l'inflation, les révisions à la baisse des prestations sociales : mais le ministre du Développement économique de l'époque pouvait encore se permettre de comparer, début 1996, « *l'actuel miracle tchèque au miracle allemand des années cinquante et soixante* », sans être taxé d'imbécillité.

Ce temps-là est fini, et les mêmes économistes expliquent

maintenant doctement que la crise était prévisible et que le faible taux de chômage ne découlait pas d'une saine économie capitaliste mais de « *la lenteur des restructurations des vieilles industries* ». C'est-à-dire du maintien d'usines obsolètes du point de vue de la concurrence internationale, et donc du maintien dans leur emploi de travailleurs qui, en bonne logique capitaliste, auraient déjà dû être transformés en chômeurs.

Ce qui est sûr c'est que, alors que seule une petite minorité s'est enrichie pendant les années du prétendu « miracle économique », c'est à la majorité laborieuse de la population que maintenant on présente la note, c'est-à-dire la baisse des salaires, les reculs dans le domaine de la santé,

de l'éducation, de la protection sociale.

Les travailleurs tchèques auront bien des combats à mener pour renverser la situation en leur faveur : contre le gouvernement « libéral » et les couches dont il représente les intérêts, mais aussi contre l'opposition démocrate, qui voit dans le mécontentement populaire l'occasion de manœuvres électorales mais qui, une fois au gouvernement, mènera une politique semblable à son prédécesseur. Mais ce que la manifestation du 8 novembre, la plus grande qu'ait connue le pays depuis 1989, a clairement montré, c'est la volonté d'au moins une partie de la population tchèque de s'opposer à la politique d'austérité !

S. F.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Les routiers à la drôle d'école Jospin-Gayssot...

Chirac a félicité Jospin, qui a congratulé Jean-Claude Gayssot. Jusqu'à Robert Hue qui a salué en l'accord de fin de grève des routiers « une avancée significative », en attribuant « l'issue positive à la nouvelle méthode du gouvernement de gauche et à mon ami Gayssot ». Auto-satisfaction partagée par Joël Le Coq, responsable de la fédération CFDT des transports et signataire de l'accord qu'il n'a pas hésité à qualifier, c'est chez lui une manie, d'historique.

Historique, la promesse d'augmentation progressive des salaires jusqu'à 10 000 F brut pour 200 heures de travail par mois en l'an 2000, et uniquement pour les routiers les plus qualifiés ? Historique, 6 % d'augmentation de salaire pour les routiers effectuant les longs parcours, 4 % pour les autres ? Historique, la mise en place l'année prochaine d'un salaire minimum garanti, lorsqu'on sait que les patrons feront tout pour intégrer dans le salaire ce qu'ils versent aujourd'hui sous forme de primes, afin de limiter voire d'annuler les augmentations promises ? Historique enfin, la flexibilité et l'annualisation du temps de travail, à l'ordre du jour chez les routiers comme pour l'ensemble des travailleurs ? On comprend que nombre de routiers grévistes aient levé les barrières la rage au cœur avec le sentiment d'avoir été floués quelque part, et qu'ici et là des cartes CFDT aient volé dans les braseros.

Même si elle n'a pas su garder la maîtrise de son mouvement, la base militante de la grève n'a pas été dupe du jeu syndical et gouvernemental qui s'est tenu au fil de la semaine dans les couloirs de Matignon, les salles de négociations et les médias. L'avancée sociale dont se targuent Jospin et les syndicats se résume à un accord entre patrons, dirigeants syndicaux et gouvernement de la gauche plurielle, destiné à faire reprendre au plus tôt le travail à une base qui n'avait pas attendu le feu vert des leaders syndicaux pour monter les barrières. Tout a été fait, de façon très consensuelle en haut lieu, pour que le conflit ne dure pas, ne se radicalise pas, ne s'étende pas. Et même si la mobilisation des routiers était globalement de moindre ampleur que celle de décembre 1996, même si les militants de la grève n'étaient autres, bien souvent, que les militants syndicaux locaux, ceux-ci ont pu à juste titre se sentir bernés voire trahis.

Les « acteurs de cette crise » que Jospin remerciait lundi dernier, plus exactement ceux qui ont eu leurs entrées à Matignon, ont joué chacun leur rôle pour que le conflit ne serve que de faire-valoir au gouvernement. Du côté des directions syndicales, la grève, du moins la menace de grève, avait certes été préparée à l'avance, à la CFDT comme à FO ou la CGT. Mais les fédérations ont cherché à négocier en étalant leurs troupes comme sur un terrain de manœuvre, en faisant tout pour éviter d'engager sérieusement l'épreuve de force à laquelle les militants de base s'étaient préparés depuis des mois. Et les dirigeants nationaux, chacun dans leur style, se sont soigneusement attelés à ce que le conflit, finalement déclenché malgré eux, ne prenne pas une tournure qu'ils ne puissent contrôler.

A la base, les militants de la grève, sans pour autant voir comment ils auraient pu prendre eux-mêmes la direction des opéra-

tions, ont bien été conscients de la collaboration ouverte de la CFDT, et du caractère strictement verbal de l'opposition de FO ou de la CGT. La CFDT, majoritaire chez les routiers syndiqués, s'est tout de suite présentée comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement et n'a eu de cesse de signifier qu'elle voulait en finir au plus vite. C'est ainsi que ses dirigeants ont refusé de réclamer la prime de 3 000 F promise l'an dernier et jamais versée, sous prétexte que c'était demander « au patronat de se déshabiller », quitte à ce que ce soit la CFDT qui se déshabille... Celle-ci n'a pas même attendu le moment de la signature pour peser auprès de ses militants pour faire lever les barrières, même si 40 % d'entre eux ont voté contre l'accord.

Le souci d'Alain Renaud, de la CGT Transports, de ne pas se faire désavouer par la base en refusant de signer les accords, et le radicalisme verbal de Marc Blondel de FO et surtout Roger Poletti, secrétaire de la branche Routes du même syndicat (qui aimait tant rappeler que les « gars de la base » lui avaient dit « Roger, fait pas le con »... après, rappelons-le, qu'il eut signé le projet d'accord avec la CFDT de la nuit du dimanche 2 novembre avant même le déclenchement de la grève !), n'avaient rien de très crédibles auprès des grévistes, et pas seulement parce qu'ils rassemblaient moins de syndiqués que la CFDT. De petites phrases en petites phrases, il s'agissait avant tout de paraître différents de la CFDT, et la langue verte de Poletti n'a pas empêché Blondel d'appeler les routiers au calme, ni de saluer la façon dont son camarade de parti Jospin a su gérer le conflit. La CGT quant à elle a reconnu au fil des jours des « avancées positives » et a appelé le jour de la signature les « salariés à réfléchir sur les suites de l'action ». On connaît ce langage-là !

A l'issue de cette grève pourtant populaire, les routiers ont à juste titre le sentiment de s'être fait bluffer et de n'avoir rien gagné. Mais ils ne se sont pas battus pour rien en ce sens que le déroulement de cette semaine de grandes manœuvres a été instructif pour tout le monde, à commencer pour les militants syndicaux de la base, chez les routiers comme dans tous les autres secteurs. Il ne suffit pas de se méfier de la parole de ses ennemis, comme les routiers l'ont fait contre leurs patrons. Les travailleurs doivent également se défier jusqu'au bout de ceux qui négocient en leur nom, ces bureaucrates nationaux qui ont vite fait de brader l'effort de mobilisation. Cela veut dire non seulement savoir déclencher un mouvement, mais se donner les moyens de le contrôler en établissant les liens et réseaux démocratiques nécessaires entre grévistes, par-dessus les appareils syndicaux concurrents, afin que les travailleurs mobilisés puissent rester maîtres de leurs décisions et de l'orientation à donner à leur lutte. A l'échelle locale ou régionale, et aussi à l'échelle nationale, là où se prennent les décisions face aux patrons et au gouvernement.

Cela se prépare, bien sûr. Mais c'est la seule façon de ne pas se faire flouer et de préparer les luttes à venir, celles qui uniront enfin les travailleurs face à l'ensemble du patronat, celles qui les obligeront à vraiment céder.

C.B.

## Politique

# QUAND LE PC FAIT SEMBLANT DE S'OPPOSER AU GOUVERNEMENT

Les députés du Parti Communiste ont choisi de s'abstenir lors du vote du projet de loi sur la Sécurité sociale le 4 novembre. Seuls trois d'entre eux ont voté contre. Les règles de fonctionnement parlementaire font que les abstentions ne sont pas prises en compte dans l'approbation ou le rejet d'une loi, seuls comptent les votes pour ou les votes contre.

Or ce vote signifiait, en fait, que la gauche entérinait ce plan Juppé qu'elle avait pourtant dénoncé quand elle était dans l'opposition, le PCF vigoureusement, le PS plus mollement, il est vrai. Ce plan avait instauré en 1995 des milliards de prélèvements supplémentaires sur les revenus du monde du travail, par exemple par la création des 0,5 % de Remboursement de la Dette Sociale (RDS) que la loi veut prolonger jusqu'en 2014. Il mettait en place un rationnement accru des soins. À l'époque, les travailleurs, et parmi eux les militants et les sympathisants du PCF, avaient manifesté pour réclamer son abrogation. Le gouvernement Jospin ne revient en rien sur ce plan. La porte-parole du groupe communiste avait expliqué, lors de l'ouverture du débat, que « les députés communistes ne sauraient cautionner des mesures qui, pour l'essentiel, restent inscrites dans la logique du plan Juppé ». Il a pourtant suffi de deux semblants de concessions de Martine Aubry en réponse à des amendements du PCF pour que le ton des parlementaires communistes baisse d'un cran. Concessions qui ne vont pourtant pas loin, et qui toutes deux ne sont que des promesses pour... l'an prochain. La décision de soumettre l'attribution des allocations familiales à un plafond de ressources, qui

touche les salariés dans le haut de gamme, sera provisoire. Le gouvernement promet d'autre part de « travailler dans l'année » à une mesure pour mettre à contribution des revenus financiers des entreprises. Il n'en a pas fallu plus pour que *L'Humanité* s'exalte sur le fait qu'il y avait décidément « du neuf dans l'hémicycle » et que les députés PC décident de ne pas contrarier le gouvernement, affichant même « leur volonté de peser positivement sans rien taire ».

Pour les travailleurs, chômeurs et retraités sur qui vont continuer à peser les mesures décidées par Juppé, rebaptisées au label Jospin, qu'est-ce que cela peut bien faire que Martine Aubry ait fait des risettes aux députés communistes sous forme de promesses ? Pour que les députés communistes pèsent pour transformer ce qui est décidé contre les intérêts des travailleurs, il faudrait qu'ils n'hésitent pas à afficher leur volonté de ne pas cautionner un plan qu'ils dénonçaient, à juste titre, comme un plan antiouvrier, quitte à voter contre. Un tel geste serait vu, entendu, compris comme une claire volonté de prendre en compte la défense du monde du travail. Cela constituerait un encouragement à ne pas se laisser faire, même quand les coups viennent d'un camp prétendument ami.

Ce serait tout autre chose que ce petit jeu d'abstention-caution, qui non seulement n'améliore en rien la situation des travailleurs, mais n'empêchera pas ceux-ci de rendre demain le PCF et ses militants complices, à juste titre, de l'aggravation de leurs conditions d'existence programmée par le gouvernement Jospin.

Daniel MESCLA



## Régularisation des sans-papiers :

# DES PROMESSES À LA RÉALITÉ

Un travailleur immigré, résident d'un foyer de célibataires en région parisienne, nous écrit :

« J'ai beaucoup de camarades qui ont déposé leur dossier complet à la préfecture de Paris. Mais des papiers, je n'en ai encore pas vu. On dit qu'au foyer de Masséna, il y aurait deux cas de régularisés. Quant à tous les autres... »

Un camarade qui travaillait depuis sept ans à la plonge d'un restaurant a perdu son travail du jour au lendemain. La préfecture, utilisant les feuilles de paye figurant dans son dossier, a contacté son patron pour l'informer qu'il employait un salarié « sans-papier ». Jusqu'alors le patron fermait les yeux ; depuis il l'a licencié sans indemnité. Il n'a bien sûr pas droit au chômage et, comble de l'absurdité de la situation, il voit disparaître une condition essentielle pour sa régularisation.

Un autre travailleur immigré a été convoqué à la préfecture quelques semaines après avoir déposé son dossier. On l'a informé qu'en vertu d'une procédure d'expulsion en cours contre lui, ils allaient le renvoyer au Sénégal.

Accompagné jusqu'au foyer pour faire ses bagages, il a été emmené sur-le-champ à Roissy. Il a refusé de prendre le premier avion et a alors été maintenu en rétention, pour être finalement contraint de partir deux jours plus tard. Quatre années sans aucune « histoire » en France, quatre années de feuilles de paie, sa déclaration d'impôts, sa déclaration de domicile, n'ont pas suffi...

Quelques camarades ont aussi gardé leur travail mais n'ont plus de feuilles de paie et donc ne cotisent plus. Ils sont redevenus de vrais clandestins.

La préfecture demandait des dossiers très complets. Tous ceux qui les ont déposés, confiants dans la possibilité d'un examen positif de leur cas, se sentent aujourd'hui piégés et vivent dans l'angoisse. La presse parle des familles mais, pour ce qui est des célibataires et de tous ceux qui ont laissé leur famille au pays, les associations s'en occupent peu. Et dans les foyers, maintenant, tout le monde dit que « Jospin, c'est pire que la droite ».

J.K., Paris

Maryflo (Morbihan)

Les ouvrières de Maryflo sortant de l'usine en avril 1997.



## RETOUR SUR UNE GRÈVE POUR LA DIGNITÉ

En janvier 1997, les ouvrières de Maryflo, entreprise de confection du Morbihan, firent grève pour exiger le départ d'un directeur absolument odieux qui pensait pouvoir les mener à la baguette, à coups d'insultes et de brimades. Au bout d'un mois de lutte, de manifestations et d'occupations, elles avaient gagné. La patronne, qui refusait, au départ, de se séparer de son directeur, dut céder face à la détermination des grévistes, même si trois mois plus tard, en guise de revanche, elle licencia cinquante-cinq des cent huit ouvrières que comptait l'entreprise.

Ce sont ces événements que rappelait le magazine de télévision *Strip-tease*, dont le réalisateur a pu filmer les ouvrières, le directeur et la patronne, avant, pendant et après la grève.

On voit donc à l'œuvre ce directeur, maniaque du chronomètre (et de la lettre recommandée quand la production n'est pas faite), déambuler avec arrogance dans les ateliers, faire pression sur les ouvrières pour qu'elles produisent plus. Et s'il s'est retenu devant les caméras de recourir à l'insulte et à la grossièreté verbale, on n'a aucune peine à l'imaginer lorsqu'il est hors caméra, tant

son mépris pour les travailleuses suinte de ses propos et de son attitude. Laisant éclater leur indignation et leur révolte, les ouvrières se sont finalement mises en grève.

Au fil des images, le directeur et la PDG de l'entreprise, surpris que les ouvrières soient autre chose que des prolongements de machine, tout juste bonnes à produire « ne comprennent pas » le comportement de « leurs » ouvrières, « manipulées », disent-ils par le syndicat (la CFDT, le seul présent dans l'entreprise), affichent sans aucune retenue leur mépris quasiment féodal pour ces femmes qui ont « osé » se mettre en grève. « Elles iront pointer au chômage... dans la dignité », lâche la PDG sur le ton de la revanche.

Bien qu'elles aient réussi à obtenir le départ du directeur de l'usine (qui a cependant été embauché dans une autre usine de la région où il exerce ses talents avec la même dureté), les ouvrières de Maryflo n'ont pas eu le dernier mot puisque au bout du compte nombreuses sont celles qui ont été licenciées. Mais, payées au SMIC et dans une région où le chômage est en hausse, elles n'ont pas reculé, au risque de perdre leur emploi, pour faire respecter leur

dignité de femmes et d'ouvrières, et ne regrettent pas de s'être battues.

Ce directeur et cette patronne arrogante et dédaigneuse, qui rêve tout haut de délocaliser la production dans les pays de l'Est pour faire plus de profit, ne sont pas des exceptions caricaturales. Ils sont à l'image de la plupart de ces patrons qui pensent, le poids du chômage aidant, que tout leur est permis, et que les travailleuses sont à leur merci. Celles de Maryflo ont su leur montrer leur aveuglement. Ces images de Maryflo montrent les méthodes de l'exploitation au quotidien. Le refus collectif des ouvrières a permis de forcer le silence sur ce qui se passe derrière les murs de ces usines, dans ces PME, présentées bien souvent comme exemples des prétendues difficultés que rencontrent les patrons. La réalité est tout autre.

Cela n'arrête pas des spécialistes en chambre qui nous rabâchent, du haut de leur chaire, que la classe ouvrière n'existe plus et que la lutte de classe relèverait d'un passé révolu. Ce voyage à Maryflo, par télé interposée, remet les choses au point.

René CYRILLE

## LES SDF de la Société Du Fric

A la veille de l'hiver et des éventuels grands froids, Martine Aubry a déclaré : « Pour l'essentiel, les besoins d'urgence sont aujourd'hui couverts ». Et les médias se sont chargés de nous montrer les centres d'hébergement déjà ouverts ou les cars mobiles du Samu d'urgence, prêts à partir à la rencontre des sans-abri.

Bref, le gel peut venir, les structures sociales d'accueil sont prêtes. Les autorités sociales, depuis plusieurs années, travaillent ainsi, dans la bonne conscience, au soulagement des misères, par grand froid. Cela n'a pas empêché les quarante morts de l'hiver dernier, mais il était paraît-il particulièrement froid. Et c'est vrai que des centres existent, qu'ils accueillent plus ou moins rudement, des hôtes pour la nuit, et qu'ils les mettent à la porte le lendemain matin vers 6 h 30, 7 heures... quel que soit le temps. C'est vrai que les restaurants du cœur, les soupes de l'Armée du Salut et autres organismes sociaux, mobiles ou fixes, remplissent leur office à la venue de l'hiver. C'est vrai aussi qu'il y a de plus en plus de pauvres, de sans-abri, de demandeurs, d'exclus. Mais c'est vrai aussi

que la même société qui accueille pour la nuit – pour une nuit de temps en temps – les sans-abri, fabrique chaque jour, avec autant de zèle, des centaines de nouveaux pauvres, de nouveaux chômeurs, de nouveaux exclus.

Parce qu'enfin, les sans-abri ne sont pas des marginaux par choix, de joyeux clochards épris d'indépendance. Beaucoup, la majorité, étaient il y a encore quelques années ou quelques mois des gens comme tout le monde, salariés, payant un loyer, vivant le plus souvent en famille.

Qu'est-ce qui a fait basculer leur univers? Dans l'immense majorité des cas, le chômage. On tombe vite de la situation de chômeur indemnisé à celle de pauvre, ne pouvant régler ni ses dettes ni son loyer. La chute est rapide, elle entraîne les plus faibles ou les moins débrouillards à la rue.

Et cela se passe toute l'année, hiver comme été. Alors les structures d'urgence paraissent bien dérisoires, face à cette machine à fabriquer des exclus qu'est le capitalisme. C'est l'économie et la société qu'il faut changer, et le plus vite serait le mieux.

C. B.

## Licenciements MAINS LIBRES AU PATRONAT

Alors que le Parti Socialiste et le candidat Jospin s'étaient engagés à rétablir l'autorisation administrative préalable aux licenciements, Martine Aubry vient de s'y déclarer opposée, se contentant d'envisager de faire voter « une loi contrôlant les licenciements abusifs ».

L'autorisation administrative (votée et abolie sous des gouvernements de droite) n'avait pour ainsi dire jamais empêché les patrons de licencier. Tout au plus compliquait-elle la tâche des patrons et retardait-elle les procédures de licenciement, puisqu'il fallait l'accord de l'Inspection du Travail. Mais c'en était encore trop pour les patrons, qui ne tolèrent aucune entrave et mènent depuis des années la lutte contre toute réglementation qui limite peu ou prou leur pouvoir de faire ce que bon leur semble.

Le ton des discours d'Aubry cache – mal – son absence de volonté de s'en prendre sérieusement au patronat.

M.L.

## LES ÉTRANGES AFFAIRES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES...

La Cour des Comptes vient d'épingler le ministère des Affaires Étrangères qui, sous la direction de Roland Dumas, a eu des « pratiques financières irrégulières ». Il y aurait ainsi eu chaque année, entre 1988 et 1991, dix millions de francs soustraits de façon irrégulière pour « les frais de représentation du ministre ».

Entrent dans cette catégorie les certificats administratifs qui, s'ils sont plafonnés à 50000 francs chaque, ne sont pas limités en nombre! C'est ainsi, par exemple, que le cabinet de Roland Dumas s'est fait rembourser 400000 francs pour trois cocktails et cinq repas offerts à la reine des Pays-Bas... qui n'a été présentée, vérification faite, qu'à deux repas.

Avec cette caisse noire ainsi dégagée, le

ministère payait une trentaine de « fonctionnaires clandestins », sans contrat de travail ni Sécurité sociale. Une autre partie servait à organiser des « distractions pour l'entourage des chefs d'État », etc.

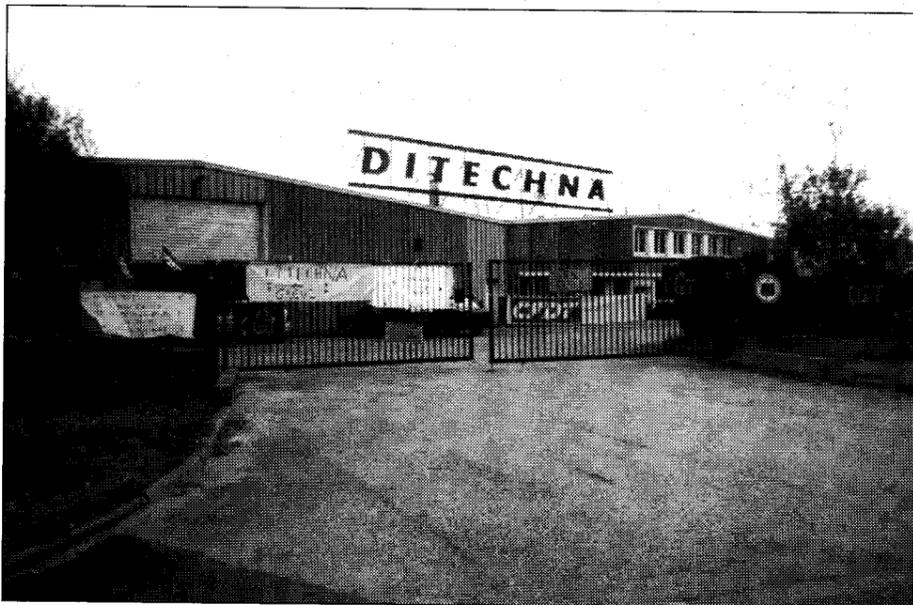
Pour leur défense, les hauts fonctionnaires incriminés ont avancé que cela se pratiquait ainsi depuis cinquante ans. Piètre excuse, dans le style « Y'a pas qu'moi; m'sieur ».

Avant de réintroduire les leçons de morale à l'école, Claude Allègre pourrait peut-être commencer par les dispenser à ses collègues du Quai d'Orsay et à d'autres, car le ministère des Affaires étrangères n'avait pas l'exclusivité de ces étranges pratiques.

M.L.

Ditechna (Dunkerque)

# LES OUVRIÈRES TOUJOURS, AUSSI DÉTERMINÉES



Mercredi 5 novembre, après 35 jours de grève et d'occupation, les ouvrières de Ditechna (groupe Dickson Consultant) ont rejeté par 44 voix contre 1 et 1 bulletin nul les propositions de la direction. Celles-ci, présentées le matin en présence du directeur départemental du travail, reprenaient son plan de baisse des salaires. Si le 13e mois était maintenu, si le patron versait le mois d'octobre remboursable en 14 mois, moins une somme forfaitaire de 800 F représentant trois jours de grève payés, le « salaire minimum Dickson », supérieur de 2,27 F de l'heure au

SMIC, serait supprimé en mars 1998 et remplacé par le SMIC, plus une prime de productivité. La prime de vacances serait supprimée. Le travail au rendement serait généralisé, ce dont ne veulent absolument pas les grévistes, qui demandent au contraire sa suppression et l'établissement d'un salaire fixe garanti à 43,86 F de l'heure. Les autres questions étaient renvoyées à des négociations sous trois mois, loin de la grève.

Le vote sans ambiguïté du mercredi soir a mis un terme à une campagne réunissant le sous-préfet et la presse locale laissant

entendre que les négociations une fois engagées se termineraient par un accord qui verrait la fin de la grève. Les grévistes ont nettement repoussé ces pressions insistantes.

Dans une lettre aux grévistes, le patron, Constant, prétend toujours que Ditechna perd de l'argent depuis trois ans. Le groupe Dickson Consultant est juridiquement une fédération de petites et moyennes entreprises prétendument indépendantes. Mais Dickson n'hésite pas à gonfler le coût des matières premières vendues à Ditechna où y constituer des stocks

immenses, fabriquant ainsi des pertes artificielles. Car de 1995 à 1996, la production vendue est passée de 40,1 à 49,5 millions de francs. Durant la même période, la valeur ajoutée est passée de 10,8 à 13,1 millions de francs, pendant que la part des salaires et des charges sociales dans cette valeur ajoutée a baissé de 18%. Le plan de baisse des salaires de

la direction se poursuit pour faire encore plus de profit.

En attendant, du côté des grévistes, l'ambiance est toujours aussi chaleureuse. Un concert de rock a été organisé dans l'usine occupée. Les grévistes reçoivent le soutien de syndicalistes et de militants ouvriers de Dunkerque. La grève et l'occupation continuent plus fermement que jamais.

ELM Leblanc (Service après-vente)

## UN PROJET DE RESTRUCTURATION QUI PASSE MAL

ELM-Leblanc, entreprise de chaudières murales à gaz de Drancy, en Seine-Saint-Denis, appartient au groupe Bosch, connu pour ses réfrigérateurs, machines à laver, perceuses et autres appareillages électriques...

Depuis que Bosch a repris ELM, la direction a décidé de tout restructurer : elle a envoyé notamment la fabrication de chauffe-eau et chauffe-bain dans son usine Vuclano au Portugal, et est en train de généraliser à Drancy le travail en équipes pour la nouvelle chaudière, dont une grande partie des pièces sont fabriquées en Allemagne.

Pour accroître encore ses économies, la direction vient aussi de commencer à restructurer le service après-vente d'ELM. Sous couvert d'améliorer le service clientèle, dit-elle, elle veut en fait obliger les dépanneurs à travailler plus en étant moins payés ! Son objectif est ouvertement affiché : « A moyen terme gagner une intervention par jour en plus pour chaque dépanneur dans le cadre du forfait journalier ».

Elle compte donc revoir les temps de dépannage à la baisse : une heure pour une visite d'en-

retien d'une chaudière au lieu d'une heure et demie, deux heures pour une chaudière avec ballon au lieu de trois. Et dans ce temps est compris, bien évidemment, le temps de route, le temps du devis ou du règlement de la facture.

Afin de « respecter les impératifs du client », ce sont les dépanneurs qui devraient se débrouiller pour jongler toute la journée en fonction des horaires de rendez-vous fixés par ceux-ci. Et la direction veut équiper les dépanneurs de portables, pour pouvoir les expédier dare-dare faire un dépannage supplémentaire en cas d'absence d'un client.

Et tout est de la même veine : désormais c'est le dépanneur qui devrait avancer l'argent des contraventions, contraventions qui ne lui seront remboursées par la direction que plus tard. Mais pas toutes. En cas de suspension de permis de conduire, la direction ne s'engage pas à reclasser le dépanneur temporairement. Elle se laisse la possibilité de le licencier !

Mais ce n'est pas pour autant que les salaires seront augmentés. Avec les nouveaux temps de dépannage, ce que l'on appelle

les P1, c'est-à-dire les dépannages faits en heures supplémentaires, vont diminuer, voire disparaître. Et il n'y aura aucune embauche supplémentaire pour faire le travail qu'on imposait avant en heures supplémentaires.

Comme d'autre part le prix des pièces détachées a diminué depuis quelques mois, la prime d'encaissement que les dépanneurs touchent sur chaque pièce vendue diminue elle aussi, sans aucune compensation salariale.

La réaction des dépanneurs est la colère ; la direction a dû le sentir puisque avant la réunion du Comité d'Entreprise où ce projet devait être présenté, elle avait pris un par un chaque syndicat pour sentir le vent.

A ce Comité d'Entreprise le grand patron lui-même s'est déplacé pour expliquer son projet. Il a refusé de donner des garanties pour l'emploi des dépanneurs.

Sentant le mécontentement des dépanneurs, la direction a fini par repousser son projet... au Comité d'Entreprise du mois prochain. Rêve-t-elle que d'ici-là l'indignation se soit calmée ? A nous de l'obliger à mettre son projet définitivement à la poubelle.

Correspondant LO

## Allégement de charges patronales AUBRY NE CROIT PAS À LEUR EFFICACITÉ MAIS CONTINUE À PAYER

Le 6 novembre, l'Assemblée nationale examinait le budget du Travail et de l'Emploi. Martine Aubry, responsable de ce secteur, a présenté un bilan des allègements de charges patronales sur les bas salaires (jusqu'à 1,3 fois le SMIC), que Juppé présentait comme l'essentiel de sa politique en faveur de l'emploi.

Ces allègements ont coûté 40 milliards de francs aux finances publiques, selon elle, pour 45 000 emplois créés. C'est en tout cas ce que prétendent certains experts dont on se demande comment ils ont effectué leurs calculs. Mais en admettant que ces 45 000 emplois aient été réellement créés, cela signifie que, pour qu'un patron crée un seul de ces emplois peu qualifiés et mal payés, il a fallu lui faire cadeau de presque un million de francs, plus de dix fois ce qu'il a versé en salaire. La ministre a affirmé que le coût d'un de ces emplois était quatre fois supérieur à celui d'un emploi-jeune. Les 50 000 emplois-jeunes prévus pour le second semestre de 1997 ayant un budget de 2 milliards, les 100 000 prévus pour 1998 en ayant un de 8 milliards, il est même probable qu'elle minimise et que le rapport soit plutôt d'un à dix.

Mais ce n'est pas pour autant que Martine Aubry propose de cesser ces aides aux patrons, dont elle vient d'illustrer le peu d'efficacité, pour un coût énorme.

Non, elle se propose seulement de « travailler pour continuer à y voir plus clair ». Sa démonstration était pourtant parfaitement claire. Mais non, elle réaffirme : « Le statu quo en 1998 sur les exonérations de charges patronales ne signifie pas une interruption du mouvement d'allégement des charges sur les salaires ».

En particulier le « plan textile » est prorogé. Ce plan avait été mis en place par Juppé en avril 1996 et permettait à de nombreuses entreprises du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, de toucher jusqu'à 650 000 F d'aides pendant trois ans. Ce plan va coûter encore 500 millions en 1998.

Martine Aubry énonce ses critiques aux mesures de ses prédécesseurs de droite, précisant : « Il y a d'autres voies pour réduire le coût du travail. » Autrement dit, si la gauche a peut-être des projets différents de ceux de la droite pour réduire les charges patronales, l'objectif qu'elle se fixe est le même : diminuer le coût du travail, c'est-à-dire prendre aux travailleurs pour donner aux patrons, ou encore accélérer les cadences, augmenter la flexibilité.

La ministre du Travail vient de le montrer : cela permettra sans doute aux patrons de faire encore plus de profits, mais ne donnera aux travailleurs ni salaires convenables... ni emplois.

Vincent GELAS

## Échos des entreprises...

### METTRE LES PENDULES À L'HEURE

La direction justifie le recours aux heures supplémentaires, au travail de nuit et du samedi par la charge de travail en hausse à la production.

Mais dans le même temps, elle fait toujours la sourde oreille à l'embauche définitive de la dizaine d'intérimaires actuellement au 35.

Pourtant, au lieu d'augmenter les horaires, il serait mieux d'augmenter les effectifs.

Une logique qui va de soi, mais qu'il reste à imposer aux patrons.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Snecma-Villaroche*

### DES HEURES ET DES PREUVES SUPPLÉMENTAIRES

Dernièrement, en réunion de CE, la direction a proposé un vote pour tenter d'avoir l'autorisation de déroger aux quotas de 94 heures supplémentaires maximales annuelles.

C'était tellement gros que personne n'a voté pour.

En effet, quand on y regarde d'un peu près, 94 heures supplémentaires ça fait tout de même plus de douze jours de travail supplémentaires par an et par personne!

Avec de telles manœuvres, la direction a de plus en plus de mal à cacher qu'à l'usine, il y a vraiment du boulot!

*Extrait du bulletin Lutte ouvrière Française de mécanique (Douvrain)*

### ACCIDENT

Encore un accident mortel à la SNCF. Un de nos camarades, agent de manœuvre à la gare de Noisy-le-Sec a été écrasé entre les tampons il y a une dizaine de jours.

La direction déclare « s'incliner devant la douleur de la famille ».

Mais ce n'est pas cela qui mettra fin aux accidents mortels. Depuis la rentrée, c'est près d'un cheminot par semaine qui est mort au travail.

Des effectifs suffisants, de meilleures conditions de travail, de la formation...

Et il y aurait beaucoup de morts évités.

*Extrait du bulletin Lutte ouvrière SNCF Paris-Saint-Lazare*

### Y EN A MARRE DU CHANTAGE

Le représentant de la direction a donc fait son discours. Comme prévu, rien de nouveau. Les patrons radotent. Cela fait

des années qu'ils nous demandent de retrousser les manches, augmenter la productivité. Pour faire le France dans les années 60 il fallait 5 ans. Aujourd'hui pour des paquebots tout aussi sophistiqués il faut 27 mois.

A qui a profité cette formidable augmentation de la productivité? Pas aux travailleurs!

Les actionnaires ont accumulé toutes ces dernières années des fortunes sur notre dos, avec des aides de l'État de surcroît. Et ils en veulent encore plus! Et on n'est pas assez rentables! Et ils nous menacent de nous jeter à la rue! Ils se fichent de nous!

De l'argent il y en a, le groupe Alcatel-Alsthom en regorge, il s'apprête à racheter Thomson.

S'ils peuvent acheter une entreprise tout entière comme nous une savonnette c'est qu'ils peuvent maintenir nos emplois, augmenter nos salaires, améliorer nos conditions de vie.

Il n'y a aucune raison d'accepter le chantage et toutes les raisons de nous mettre en colère.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chantiers de l'Atlantique (Saint Nazaire)*

### NON À LA MODULATION

Après Cholet et La Roche-sur-Yon, la direction multiplie les pressions pour mettre en place la modulation des horaires à la Combaude.

Ainsi à 400 de nos camarades du service D, on vient d'annoncer qu'ils devront venir à l'usine six samedis consécutifs, en heures supplémentaires jusqu'en décembre.

Alors si on a tant besoin de nous, c'est qu'il y a du travail. Que Michelin embauche des chômeurs ou des jeunes qui n'attendent que cela!

*Extrait du bulletin Lutte ouvrière Michelin (Clermont-Ferrand)*

### QUI A DIT QU'IL N'Y A PAS DE PROMOTION À RVI?

RVI a annoncé une réorganisation au niveau de la direction. On ne sait pas encore quelles conséquences cela aura pour nous, les salariés, mais on sait déjà que cela va entraîner la création de trois emplois... de grands directeurs, puisqu'ils vont passer de 8 à 11

Quand il s'agit d'embaucher pour alléger nos charges de travail il n'y a jamais d'argent. Mais pour la promotion des cadres, la direction se fait moins tirer l'oreille.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RVI-Vénissieux*



## Rhône-Poulenc

# LES TRAVAILLEURS DU GROUPE N'ONT PAS FAIT LE DÉPLACEMENT POUR RIEN

Deux mille travailleurs du groupe chimique et pharmaceutique Rhône-Poulenc se sont rassemblés le 6 novembre devant son siège à Courbevoie pour protester et s'opposer aux suppressions d'emplois annoncées.

C'est que la restructuration va bon train à Rhône-Poulenc. Avec l'OPA pour obtenir à 100% le capital de Rhône-Poulenc Rorer, la partie pharmacie du trust, et pour terminer la séparation chimie-pharmacie, RP a déboursé 27 milliards de francs. Il a besoin d'argent frais et pour cela cède une partie de la chimie, soit en vendant des usines entières comme celles de la filiale Than et Mulhouse, soit par morceaux comme à l'usine de Pont-de-Claix dans l'Isère où une partie de l'usine est à 100% RP, une autre partie à 65% et la troisième à 50%. A chaque fois, c'est la remise en cause de l'emploi par la suppression de ce que la direction considère comme des « doublons », par les compressions d'effectif mais c'est aussi l'incertitude en ce qui concerne les salaires et les acquis.

Le rassemblement devant le siège de Courbevoie avait des allures bon enfant jusqu'à l'arrivée en cortège des travailleurs du sud de la France, particulièrement touchés par cette restructuration. Les discours syndicaux devant le hall d'entrée contre le « bradage de l'entreprise » et la nécessaire « cohésion assurant l'avenir social et industriel du groupe » ont été remplacés par les cris de colère accompagnés de grondements de tambours, sifflets et sirènes. Contrairement à ce qui s'était passé il y a quelques années lors de la liquidation du secteur textile, les syndicats n'ont pas pu pour certains, ou pas voulu pour d'autres,

s'opposer à ce que nous pénétrions dans le bâtiment. Ainsi après avoir enfumé le hall d'entrée et défoncé quelques portes et barrières nous avons pris possession du rez-de-chaussée.

C'est à quatre cents, bien installés dans une superbe salle qu'on a fait savoir au PDG Jean-René Fourtou qu'on attendait là qu'il vienne s'expliquer sur sa politique. Après s'être dit prêt à recevoir une délégation, triée par les organisations syndicales, de 15 personnes, puis 50, puis 80, il a finalement décliné notre offre car à part quelques « accros » de la réunionite nous voulions qu'il s'exprime devant tous.

Puisqu'il ne voulait pas venir à nous, nous avons décidé d'aller le chercher et après quelques errements dans les couloirs où matériel de bureau, déco et portes de protection ont été victimes de notre impatience, nous sommes parve-

nus au douzième étage, lieu de retraite du gratin du groupe.

Là, à défaut de PDG, nous avons coincé le DRH du groupe qui, après de brefs échanges verbaux, a réussi à nous faire pleurer, non pas en nous comptant les malheurs du trust mais avec les gaz lacrymogènes généreusement offerts par ses gardes du corps. Seule consolation, le DRH a dû s'en prendre autant que nous.

Ainsi nous n'avons pas pu parvenir jusqu'au PDG très certainement réfugié derrière la porte blindée que nous apercevions au fond du couloir. Ce n'est pas grave, il n'avait certainement rien à nous dire. Par contre nous voulions nous faire entendre et, à défaut de pouvoir les lui tirer, nous avons sûrement réussi à ce que notre message arrive jusqu'à ses oreilles.

Correspondant LO

## À Rhône-Poulenc Belle Étoile (Saint-Fons)

Près de 900 personnes, deux rames de TGV, sont partis de la région Rhône-Alpes pour la manifestation du 6 novembre devant le siège du groupe Rhône-Poulenc.

À Belle Étoile, environ 80 travailleurs se sont inscrits pour aller exprimer leur mécontentement à Fourtou, le patron du groupe. Les raisons d'être en colère ne manquent pas car la direction a décidé d'arrêter la production de polyester début 1998 et de fermer deux ateliers. 120 postes sont ainsi supprimés. Des départs en retraite sont prévus dans le cadre d'un FNE et de l'ARPE, des mutations sont pro-

posées sur la plupart des sites du groupe mais la direction annonce des licenciements au cas où le personnel refuserait les mutations.

Deux délégations ont déjà eu lieu pour refuser ce « plan social », rassemblant peu de personnes à chaque fois, le personnel ne se sentant pas de force d'imposer l'arrêt des restructurations sur un site tout seul. Mais l'appel à la grève de 24 heures sur tout le groupe et la montée à Paris pour le jeudi 6 novembre ont été bien suivis, les travailleurs étant bien conscients de la nécessité d'une lutte d'ensemble pour se faire craindre du patron.

# À PROPOS DE CEUX QUI N'EN FINISSENT PAS D'ENTERRER LE COMMUNISME

Invités sur les chaînes de télé et les radios; cités, commentés dans la plupart des journaux et magazines, les auteurs d'un *Livre noir du communisme* sous-titré *Crimes, terreur, répression* ont réussi leur coup : relancer une campagne, à vrai dire incessante, visant à discréditer les tentatives révolutionnaires passées, et à venir, de sortir la société de la barbarie capitaliste.

Stéphane Courtois, coordinateur et préfacier de l'ouvrage, ne fait pas dans la dentelle. L'éditeur annonce 85 millions de victimes dans la présentation du livre; Courtois, dans ses interviews, « arrondit » à 100 millions. Il a ratissé large, additionnant les morts – des deux camps – de la révolution de 1917, puis de la guerre civile imposée par la réaction russe et internationale aux prolétaires révolutionnaires; ceux des famines provoquées, entre autres, par le blocus de la Russie soviétique par les puissances impérialistes; ceux de la répression stalinienne (y compris les victimes bolchéviques opposées à Staline). Comme cela ne faisait pas encore le poids aux yeux de Courtois, en tout cas du public qu'il vise, il a ajouté tous les pays dont les dictateurs se sont, à un moment ou un autre, prétendus « socialistes » ou « communistes ». Et peu importe à « l'historien Courtois » que ces régimes n'aient, tels la Chine et d'autres, rien à voir avec les aspirations et les objectifs des révolutionnaires russes de 1917. Il est vrai que cela ne devait pas plus importer, à la fin des années soixante, au dirigeant du groupe maoïste Vive le Communisme, qu'était alors Courtois... Avoir

applaudi Staline et Mao, à l'époque, en France et alors qu'on avait tous les moyens de savoir ce qu'étaient ces régimes, ne plaide pas en faveur du jeune intellectuel qu'il prétendait être alors. Et encore moins du Courtois actuel, reprenant les thèmes de l'extrême droite sur un « Nuremberg du communisme » ou quand cet ancien stalino-maoïste feint de se demander : « Comment se fait-il que l'on tolère légalement des groupes d'extrême gauche révolutionnaires ? » Mais avoir refusé, jadis, de savoir que des bolchéviques, dont le plus prestigieux fut Trotsky, avaient combattu le stalinisme au nom du communisme et n'avaient pas attendu pour dénoncer les totalitarismes criminels d'Hitler et de Staline... cela rend plus facile, aujourd'hui, à un Courtois et à d'autres de confondre le communisme et sa négation.

Les historiens ou publicistes plus ou moins spécialistes des pays dits de l'Est, co-auteurs de l'ouvrage, ont pris le soin de faire coïncider sa parution avec le 80<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre. Mais ils ont curieusement omis de dire que cet anniversaire coïncide avec la fin de la Première Guerre mondiale, et donc que la révolution ouvrière en Russie – et en Allemagne, Finlande, Hongrie, quelques mois plus tard – avait précisément éclaté comme réaction à cette première gigantesque boucherie humaine. En quatre ans, 9 millions de soldats tués : en dix jours seulement d'offensive Nivelles, 150 000 soldats furent envoyés à la mort dans l'Argonne, en avril 1917, ce qui provoqua des mutineries dans toute l'armée française, mutineries sauvagement réprimées... Eh oui, en 1917, dans toute l'Europe, c'est contre l'ordre sanglant du capitalisme que les peuples se levaient et c'est dans le communisme qu'ils plaçaient leurs espoirs. Et cette vague révolutionnaire fut le facteur déterminant pour que cette boucherie prenne fin.

En introduction du *Livre*

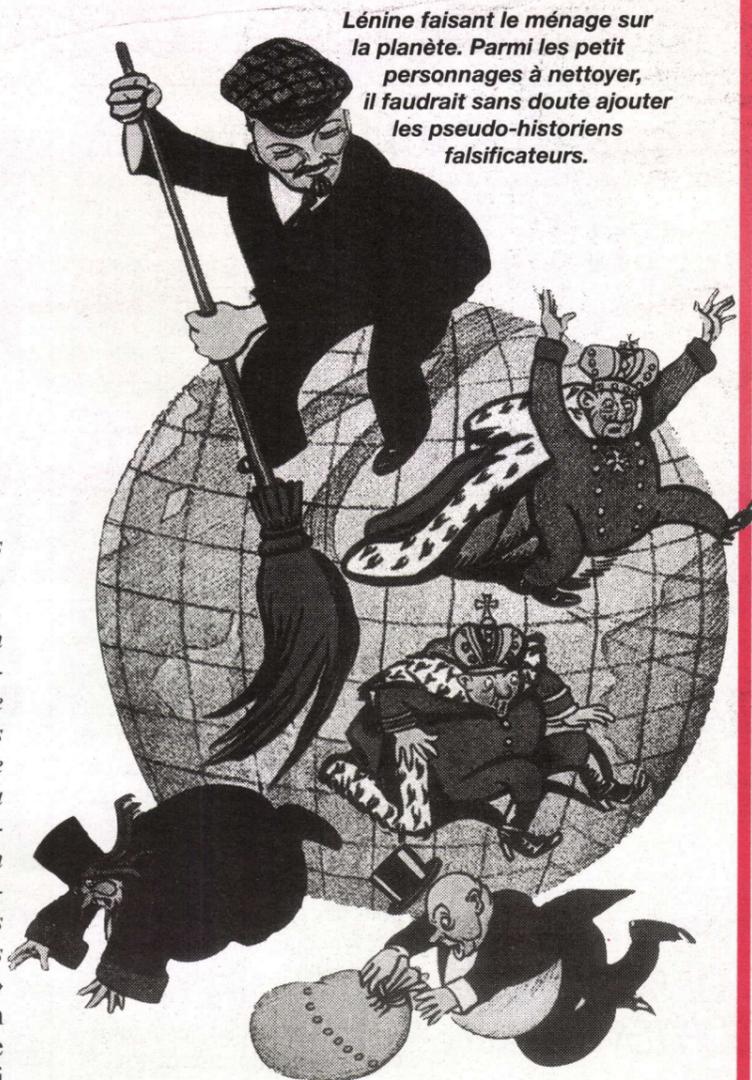
*noir*, Courtois écrit : « Les régimes communistes ont, pour asseoir leur pouvoir, érigé le crime de masse en véritable système de gouvernement. (...) D'emblée, Lénine et ses camarades se sont situés dans le cadre d'une « guerre de classe » sans merci, où l'adversaire politique, idéologique, ou même la population récalcitrante étaient considérés – et traités – en ennemis et devaient être exterminés (...) » Mais cet « historien » ne se pose pas une question simple : une guerre suppose au moins deux camps, et celui auquel s'opposait Lénine regroupait-il seulement des agneaux ?

Il est de bon ton – et cela ne date pas d'hier – d'associer, au mépris des faits, léninisme et stalinisme. Sur ce terrain, on a vu s'illustrer, bien avant les Courtois et compagnie, des historiens, anciens plumitifs du stalinisme, tels François Furet ou Annie Kriegel, récemment disparus, que Courtois présente comme ses parents spirituels.

Furet avait été pressenti pour préfacier ce *Livre noir*, comme si d'avoir sciemment menti et couvert cette sanglante caricature du communisme qu'était le stalinisme conférait des titres pour juger du communisme ! Il écrivait en 1994 dans *Le passé d'une illusion*, que nous serions « condamnés à vivre dans le monde où nous vivons ». Bref, mieux vaudrait tenter de le supporter car on ne pourrait le changer... une idée dont les tenants de la bourgeoisie tentent de convaincre ceux contre lesquels elle exerce son pouvoir.

C'est de cela dont il s'agit. Cela n'a rien de bien nouveau, pas plus que l'illustration que cela donne des petites et grandes vilénies ou des mensonges délibérés auxquels se livrent de prétendus intellectuels, qui apportent leur pierre à ceux qui tentent d'élever un mur entre les aspirations de l'humanité à se débarrasser d'un ordre social injuste et leur réalisation.

Pierre LAFFITTE



## L'HUMANITÉ ET LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Dans cette campagne sur les « crimes du communisme » on ne peut pas dire que le PCF ait tenu à nager contre le courant afin de rétablir et la vérité historique et de la situer dans sa véritable perspective historique.

Depuis 80 ans, les prétendus « experts » ressassent cette ineptie que contredisent les faits et la suite de l'histoire, qu'avec octobre 1917 « il ne s'agit pas d'une révolution sociale, mais d'un putsch, d'un coup d'État ».

Dans *L'Humanité* du 7 novembre, sous le titre « Octobre 17, l'histoire dont on connaît la fin », un article s'interroge :

« Révolution sociale ? Putsch d'une minorité bien organisée ? Les deux à la fois ? Les controverses n'ont pas fini d'opposer les historiens. » Mais l'article se garde bien de donner une position ! On n'en saura pas plus à la lecture de « *L'Huma* » sur la signification de ces journées, qui sans conteste, ébranlè-

rent le monde mais qui doivent sans doute n'intéresser que les historiens mais pas les militants communistes.

L'article explique que « Octobre, c'est d'abord une affaire russe, qui marque l'irruption de l'ancien empire dans l'ère moderne ». Il faut croire que ce n'était pas vraiment « une affaire russe » puisque le PCF, comme la plupart des Partis Communistes de la planète, a été créé dans la foulée d'Octobre justement comme « section de l'Internationale Communiste » et que le rayonnement international du « bolchevisme » était tel qu'il est devenu en quelques années synonyme de communisme et d'émancipation du prolétariat. Mais aujourd'hui, selon Robert Hue, communisme veut dire... « communion » et les dirigeants du PCF, honteux de leurs origines, aimeraient bien que l'on ne fasse pas des recherches de paternité.

Christian BERNAC